L'ECHO D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT | Quotidien National d'Information | www.lechodalgerie.dz

Jeudi 19 février 2026 - 1er Ramadhan 1447 - N° 4116 - 14e Année - Algérie : 20 DA / 1 €

Routes, Aïd, jeunesse et grands projets hydriques

Le gouvernement fixe le cap

Lire page 4



Photo : D.R. ©

À l'occasion du mois sacré de Ramadhan,



L'Écho d'Algérie adresse à l'ensemble de ses fidèles lecteurs, partenaires et collaborateurs ses vœux les plus chaleureux de paix, de santé et de prospérité. Que ce mois béni soit porteur de spiritualité, de solidarité et de renouveau, et qu'il inspire à chacun patience, générosité et espoir.

Ramadhan Moubarak à toutes et à tous

Présidence



Entretien téléphonique entre le président de la République et son homologue tunisien

Lire page 16

Contribution

Relance du projet TSGP – Nigeria-Niger - Algérie-Europe

Opportunités et contraintes

Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités

Lire page 5

Selon le site du journal «Posp»

La Protection civile algérienne classée 10e au niveau mondial

Lire page 16

E-paiement : 939 milliards de dinars en 2025, +46 % en un an

Porté par les services publics et le lancement de «DZ Mob Pay», le numérique financier franchit un nouveau cap

Lire page 6

Air Algérie vise 9,8 millions de passagers en 2026

+1 million de voyageurs attendus grâce à l'expansion internationale et à la refonte de l'expérience client

Lire page 6

Mécanisation renforcée, unité ONAB annoncée et soutien aux jeunes investisseurs à Adrar et Timimoun

Lire page 4

Yacine El-Mahdi Oualid accélère la production céréalière dans le Sud



Sayoud lance les annexes régionales de légalisation

Trois wilayas pilotes pour rapprocher la certification des documents des citoyens

Lire page 4

Algérie-Nicaragua

L'AAPI et les instances économiques des deux pays tracent la feuille de route d'un partenariat prometteur

Lire page 4

L'Echo Sportif

Ligue 1 (20e journée)

Soirée ramadanesque pour le championnat

Lire page 15

ANP

Tentatives d'introduction de plus de 4,5 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc déjouées

Des tentatives d'introduction de plus de 4,5 quintaux (qx) de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et près de 1,4 million de comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 11 au 17 février courant, indique, un bilan opérationnel de l'ANP. «Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 11 au 17 février en cours, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 43 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 4 qx et 58 kg de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 23,32 kg de cocaïne et 1 395 543 comprimés psychotropes ont été saisis». «A Tamanrasset, Bordj Badji-Mokhtar, In Salah, In Guezzam, Illizi et Djanet, des détachements de l'ANP ont arrêté 274 individus et saisi 38 véhicules, 312 groupes électrogènes, 195 marteaux-piqueurs, 13 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite». De même, «16 autres individus ont été appréhendés et 3 fusils de chasse, 43 865 litres de carburant et 55,2 tonnes de denrées alimentaires destinés à la contrebande ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes». Par ailleurs, «340 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national», conclut le bilan opérationnel de l'ANP.



Alger

Deux individus arrêtés et plus de 1800 comprimés psychotropes saisis

La 5e Sûreté urbaine de Tixeraïne, relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs (Alger), a procédé, la semaine dernière, à l'arrestation de deux individus soupçonnés de trafic de drogue, et à la saisie de plus de 1800 comprimés psychotropes et d'une somme d'argent en monnaie nationale. Des opérations de surveillance minutieusement planifiées menées dans le quartier de Tixeraïne ont permis l'interpellation de deux individus s'adonnant au trafic et à la commercialisation de drogues et de comprimés psychotropes. L'opération s'est également soldée par «la saisie de 1870 comprimés psychotropes, de sept grammes de kif traité, d'une arme blanche prohibée et d'une somme de sept millions de centimes en monnaie nationale provenant des revenus du trafic». Les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, conformément à un dossier de procédure pénale.



Tiaret

Une famille sauvée in extremis à Sougueur du monoxyde de carbone

L'intervention rapide des éléments de la Protection civile, à l'aube du dimanche 15 février, a permis d'éviter un nouveau drame dans la commune de Sougueur, relevant de la wilaya de Tiaret. Alertée à 4h 50, l'unité secondaire est intervenue au quartier Aoued-Baghdad pour secourir quatre personnes, âgées de 4 à 42 ans, présentant un début d'intoxication au monoxyde de carbone (CO), émanant d'un appareil de chauffage domestique. «Après avoir reçu les premiers soins sur place, les victimes ont été évacuées vers l'hôpital Mimouni-Tahar de Sougueur, où elles ont été prises en charge», explique la Protection civile dans son communiqué. Si l'issue de cet épisode a été favorable, il rappelle néanmoins la persistance d'un fléau hivernal qui continue de frapper la wilaya. Les données disponibles montrent que le phénomène n'est ni isolé ni marginal à Tiaret. En 2025, la wilaya a enregistré près de 198 cas d'intoxication au monoxyde de carbone, selon un bilan antérieur. Même si aucun décès n'a été officiellement signalé lors de cette dernière intervention, la Protection civile, par la voix de son responsable chargé de la communication, a rappelé qu'«en 2025, deux décès ont été enregistrés».

Mostaganem

Trois individus spécialisés dans le trafic de drogues dures arrêtés

Les services de la Sûreté de wilaya de Mostaganem ont réussi à démanteler un réseau criminel composé de trois individus, spécialisé dans le trafic de drogues dures, et à saisir 55 grammes (gr) de cocaïne, a indiqué, un communiqué de ce corps de sécurité. Cette opération fait suite à l'exploitation d'informations issues d'un travail de renseignement sur le terrain, ayant permis d'obtenir des indications, selon lesquelles un groupe de personnes s'adonnait à la commercialisation de drogues et de psychotropes auprès des jeunes à travers le territoire de compétence. Elle a ajouté qu'après l'élaboration d'un plan sécuritaire minutieux, sous la supervision du parquet territorialement compétent, les trois suspects ont été arrêtés. Les services de sécurité ont saisi 10 256 comprimés de psychotropes, 471 gr de cannabis traité (kif traité), ainsi que 55,34 gr de drogue dure de type cocaïne. L'opération a également permis la saisie d'une somme d'argent en monnaie nationale s'élevant à 389.500 dinars algériens, ainsi qu'un montant de 360 €, supposés provenir des revenus du trafic. Des armes blanches de différentes tailles et types ont aussi été récupérées. Après l'achèvement des procédures légales, un dossier judiciaire a été constitué à l'encontre des mis en cause, avant leur présentation devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem, pour constitution d'association de malfaiteurs dans le cadre d'un réseau criminel organisé opérant dans le stockage et la commercialisation de psychotropes et de drogues à des fins de trafic.

Béchar

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le vol de câbles en cuivre

Les éléments de la 5e Sûreté urbaine de Béchar, relevant de la Sûreté de wilaya, ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le vol de câbles en cuivre du réseau urbain de télécommunications d'Algérie Télécom, a-t-on appris, auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.
Les investigations menées suite à une plainte et aux constats de vols répétés du même type de matériel, à travers la ville de Béchar, déposée par l'entreprise publique concernée, ont permis aux éléments de la même Sûreté urbaine, d'arrêter en flagrant délit deux membres du réseau criminel, surpris en train de dérober 65 mètres de câbles en cuivre. La poursuite des investigations par les éléments de Sûreté urbaine, a permis l'interpellation d'un receleur, commerçant de profession, et la récupération de sept kilogrammes supplémentaires de câbles en cuivre volés auparavant par les membres de ce réseau criminel. Une fois l'enquête achevée et les procédures légales finalisées, une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des trois individus, qui ont été présentés devant procureur de la République près le tribunal de Béchar.

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Fondateur
Tewfiq Meraou

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Directrice de la Rédaction
Dr Lila Meraou

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger

Tél-Fax : 023 54 80 82

Administration et Publicité Tél-Fax : 023 54 80 81

بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400213631013

Diffusion
Ouest-Centre-Est

Zigzag Expresse

Impression
SIA

«POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

L'ECHO D'ALGERIE
www. lechodalgerie.dz

Dans le but d'augmenter progressivement le taux d'intégration nationale

L'Algérie veut asseoir une véritable industrie automobile durable

Le gouvernement s'est penché sur l'élaboration du référentiel national d'intégration dans l'industrie des voitures et des autobus. Ce document référentiel constituera le document de référence pour le calcul des taux d'intégration réalisés par les constructeurs en vue de leur permettre d'obtenir les avantages préférentiels prévus dans le cadre législatif et réglementaire régissant cette activité.



Il permettra aussi de mettre en place un socle pour la création et le développement d'un réseau national intégré de sous-traitants spécialisés dans la fabrication des différentes pièces et composants liés à cette industrie dans le but d'augmenter progressivement le taux d'intégration nationale, ce qui contribuera à asseoir une véritable industrie automobile durable et à opérer une intégration effective dans les chaînes de valeur y afférentes. Cette initiative contribuera, en outre, à créer de nouveaux postes d'emploi durables dans diverses branches liées à cette industrie et à renforcer le transfert de technologie, en sus de développer les compétences nationales et de réduire la facture d'importation des pièces détachées et des composants. Désormais, tout porte à croire que l'Algérie est engagée sur la voie d'un nouveau modèle économique en vue de relancer la machine de la production nationale et bâtir une économie qui soit totalement indépendante des hydrocarbures. Il faut rappeler à ce titre que la vision stratégique du Président Tebboune a permis à l'Algérie d'exploiter au mieux ces avantages qui la place au cœur de la dynamique économique au niveau régional. Et pour cause, l'installation par le président de la République du Conseil supérieur de régulation des importations traduit fortement cette volonté d'en finir avec des pratiques malsaines qui ont terni l'image du pays et porter atteinte à l'économie nationale. Pour ce faire, le gouvernement table sur des secteurs stratégiques qui demeurent la locomotive du développement national englobant l'ensemble des secteurs d'activité. Cette nouvelle orientation a été réaffirmée par le chef de l'Etat qui avait mis l'accent sur l'engagement de l'Etat à poursuivre son soutien à ces secteurs. À ce titre, il y a lieu de rappeler que l'Etat avait mis en œuvre toutes les procédures et les dispositions nécessaires en vue d'accélérer le processus de numérisation, seule et unique voie pour mettre fin aux entraves bureaucratiques et lutter contre toutes les formes de corruption et de malversations.

Pour ce faire, le gouvernement compte mettre le cap sur la poursuite du processus de réformes économiques opérées par les pouvoirs publics, notamment en termes d'amélioration du climat d'investissement et de promotion médiatique des réalisations accomplies en la matière. Il s'agit d'offrir à tout acteur économique la possibilité de travailler dans des conditions équitables, en sus de bénéficier des mêmes droits et opportunités, des conditions consacrées par la loi sur l'investissement, laquelle constitue un système juridique intégré qui consacre la liberté d'investissement et l'égalité entre les investisseurs, sans distinction entre l'investisseur local ou étranger, protège leurs investissements et garantit leur droit de transférer le capital investi et ses revenus. À cet égard, il y a lieu de citer la décision fondamentale prise par le président de la République portant suppression de la règle dite 49/51, à l'exception de certains secteurs stratégiques, afin de réunir un environnement plus ouvert et plus attractif pour les investisseurs étrangers. Dans le même sillage, il a été question de la profonde réforme de la loi monétaire et bancaire visant à accompagner les mutations économiques, laquelle a permis d'élargir les prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit en matière d'agrément des banques commerciales, des banques numériques et de la forme numérique, de développer les moyens de paiement écrits et de suivre leur mise en œuvre, en sus de diversifier les sources de financement, notamment le financement islamique. Il faut rappeler, à ce titre, que la vision stratégique du Président Tebboune a permis à l'Algérie d'exploiter au mieux ces avantages qui la place au cœur de la dynamique économique au niveau régional. Désormais, tout porte à croire que l'Algérie est engagée sur la voie d'un nouveau modèle économique en vue de relancer la machine de la production nationale et bâtir une économie qui soit totalement indépendante des hydrocarbures. Et pour cause, l'installation par le président de la République du Conseil supérieur de régulation des importations traduit fortement cette volonté d'en finir avec des pratiques malsaines qui ont terni l'image du pays et porter atteinte à l'économie nationale. Pour ce faire, le gouvernement table sur des secteurs stratégiques comme l'agriculture et la transition énergétique qui demeurent la locomotive du développement national englobant l'ensemble des secteurs d'activité.

Cette nouvelle orientation a été réaffirmée par le président Abdelmadjid Tebboune qui avait mis l'accent sur l'engagement de l'Etat à poursuivre son soutien à l'agriculture, rassurant que la conjoncture financière difficile que connait l'Algérie n'entamera en rien la détermination de l'Etat à promouvoir ce secteur.

Le président de la République, avait, en outre, mis en avant l'importance de ce secteur vital pour permettre à notre pays de surmonter les épreuves, tout en préservant sa stabilité et la cohésion du front interne à l'ombre des crises économiques et soubresauts politiques qui secouent le monde. L'Algérie a pu se prémunir contre les répercussions de la chute des cours du pétrole grâce à une politique judicieuse et la réalisation de projets stratégiques et la préservation des réserves nationales, autant de mesures qui ont mis l'Algérie à l'abri d'une récession dévastatrice, alors qu'aujourd'hui, il est plus judicieux de s'orienter vers d'autres secteurs générateurs de richesses et d'emplois pour nos jeunes. L'agriculture qui permet d'atteindre l'autosuffisance, voire d'aller vers l'exportation permettra à l'Algérie de compter avec les recettes nationales, diversifier ses sources d'investissement et de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Pour de nombreux économistes, l'Algérie n'a d'autre alternative si elle veut trouver un substitut économique à l'énergie tarissable, que de réhabiliter et restructurer ce secteur à travers une vision stratégique moderne qui repose sur la science et les technologies, la revalorisation des expériences, la mécanisation et une bonne gestion du processus de production, de distribution, de stockage et de commercialisation. A cet effet, d'aucuns pensent que l'Algérie ne peut réaliser de progrès dans les domaines économique, industriel et commercial sans asseoir une base nationale solide. Pour relever le défi, le gouvernement est appelé à intensifier les efforts, avec la nécessité de recourir aux techniques modernes pour améliorer la productivité et remédier au manque de main-d'œuvre. De ce fait, il est attendu qu'un intérêt particulier soit accordé au développement agricole et rural et aux industries alimentaires, outre, à la valorisation des ressources halieutiques dans le souci de garantir la sécurité alimentaire. Il s'agit également de développer une véritable industrie pharmaceutique afin de garantir la couverture des besoins des citoyens en matière de médicaments efficaces de qualité. Avec la création d'un haut conseil de l'énergie, placé auprès de l'autorité du président de la République et chargé de fixer les orientations en matière de politique énergétique nationale, l'Algérie aura confirmé sa nouvelle orientation en matière de transition énergétique.
Ce conseil est chargé de statuer sur les stratégies à suivre dans les domaines de la sécurité énergétique du pays à travers, notamment la préservation, le renouvellement et le développement des réserves nationales en hydrocarbures, et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans à long terme pour le développement des infrastructures de production, de transport, d'approvisionnement, de stockage et de distribution des produits énergétiques. Il est appelé aussi à suivre l'introduction et le développement des énergies nouvelles et renouvelables, la transition énergétique vers un nouveau modèle national de production et de consommation d'énergie en fonction des ressources énergétiques et minières nationales et à suivre les engagements extérieurs et des objectifs stratégiques à long terme du pays. Il devra assurer le suivi de la régulation du marché énergétique national, l'impact de la situation énergétique nationale et internationale sur le pays, ainsi que la valorisation des ressources énergétiques et la dimension énergétique liée à l'environnement et au changement climatique. Le suivi des alliances stratégiques et les partenariats internationaux en matière énergétique, notamment les engagements et accords commerciaux à long terme et à portée stratégique font partie également de ses missions. Dans ce sens, l'ensemble des secteurs concernés ont été appelés à participer aux grandes réformes lancées par l'Etat pour la redynamisation de l'économie et la mise en place d'un nouveau modèle économique, à travers le renforcement de la protection de la production nationale et la contribution à l'amélioration du climat des affaires et à l'assainissement des domaines économique et commercial.

T. Benslimane

L'ECHO D'ALGERIE
www.lechodalgerie.dz

Routes, Aïd, jeunesse et grands projets hydriques

Le gouvernement fixe le cap

Le Premier ministre Sifi Ghrieb a examiné la trémie de Chéraga, l'importation d'un million de moutons, sécurité hydrique et jeunesse – M. Ghrieb a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à plusieurs dossiers structurants touchant aux infrastructures routières, au soutien du pouvoir d'achat, à la politique nationale de la jeunesse et à la sécurité hydrique, selon un communiqué des Services du Premier ministre.

Une trémie à Chéraga pour fluidifier la circulation

Dans le cadre du programme de développement et de modernisation du réseau routier de la capitale, le gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant déclaration d'utilité publique pour la réalisation d'une trémie au niveau de la commune de Chéraga (Alger). Située au lieudit «El-Karia» sur la RN 41, cette infrastructure, dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 60%, vise à décongestionner cette zone à fort trafic et à améliorer la fluidité de la circulation entre Chéraga, Bouchaoui et Aïn Benian.

Importation d'un million de moutons pour l'Aïd 2026

Le gouvernement a également entendu une communication relative à l'état d'avancement de l'opération d'importation d'un million de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha 2026. Cette mesure, ordonnée par le président de la République, s'inscrit dans un programme de soutien au pouvoir d'achat des citoyens. Elle a pour objectif de stabiliser les prix de la viande rouge et d'assurer la disponibilité du cheptel destiné au sacrifice de l'Aïd. Dans ce cadre, le secteur de l'agriculture a conclu les accords sanitaires et commerciaux nécessaires afin de garantir les meilleures conditions d'acheminement et de distribution des bêtes. Une coordination est assurée avec les services vétérinaires et douaniers pour veiller au respect des normes sanitaires et à la traçabilité des animaux importés.

Un plan national jeunesse 2025-2029 structuré et évalué

Au chapitre des politiques publiques, le gouvernement a examiné une communication sur le Plan national jeunesse 2025-2029. Ce plan s'inscrit dans la dynamique de prise en charge des préoccupations de la jeunesse et d'accompagnement de ses aspirations, en concrétisation des engagements du président de la République visant à renforcer le rôle des jeunes en tant qu'axe fondamental du processus de développement national global et durable. Présenté comme un cadre d'action national intégré et unifié, il repose sur la coordination des politiques et programmes publics destinés à la jeunesse. Il prévoit également un mécanisme d'évaluation basé sur des indicateurs de performance permettant de mesurer l'atteinte des objectifs fixés. L'ambition affichée est de contribuer à l'émergence d'une génération de jeunes Algériens autonomes, créatifs et pleinement acteurs du développement national.

Suivi des grands projets liés à la sécurité hydrique

Enfin, dans le cadre du suivi des grands projets publics, notamment en matière de sécurité hydrique, le gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement du barrage de Sidi Khelifa, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Ce projet est destiné à assurer l'alimentation en eau potable de la zone nord de Tizi-Ouzou et à soutenir l'irrigation des terres agricoles.

Le gouvernement a également examiné les travaux d'aménagement du barrage de Bouzina, dans la wilaya de Batna. Entré en service en juin 2024, cet ouvrage contribue à l'approvisionnement en eau potable de la région montagneuse des Aurès et à l'irrigation des terres agricoles, notamment les vergers et les espaces arboricoles fruitiers. À travers cette réunion, l'Exécutif confirme la poursuite simultanée de chantiers structurants touchant aux infrastructures, au soutien social, à la jeunesse et aux ressources hydriques, autant de dossiers inscrits au cœur des priorités nationales.



Nora Mohammedi

Sayoud lance les annexes régionales de légalisation

Trois wilayas pilotes pour rapprocher la certification des documents des citoyens

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé depuis Ouargla la mise en service officielle des annexes régionales relevant du ministère des Affaires étrangères, chargées de la légalisation des documents administratifs destinés à l'usage à l'étranger. Cette décision marque, selon ses termes, «une nouvelle étape dans le rapprochement de l'administration du citoyen», avec pour objectif de réduire les déplacements, raccourcir les délais et améliorer la qualité du service public. Dans une première étape, ces annexes seront ouvertes dans trois wilayas : Ouargla, Constantine et Oran.

Le ministre a précisé que cette initiative pourra être élargie progressivement à d'autres régions du pays, en fonction des besoins exprimés par le ministère des Affaires étrangères. Il a souligné que ce projet est le fruit d'un travail coordonné entre les deux départements ministériels, avec l'appui des autorités locales concernées, réalisé dans un délai court «reflétant l'esprit d'engagement et d'efficacité au service du citoyen». Avant la création de ces structures, les citoyens étaient contraints de se rendre au siège central du ministère des Affaires étrangères pour faire légaliser leurs documents, une procédure jugée contraignante, notamment pour les habitants des régions éloignées. Désormais, ces démarches pourront être accomplies au niveau régional, permettant de réduire les distances, d'accélérer le traitement des dossiers et d'améliorer les conditions d'accueil.

Organisation encadrée et moyens mobilisés

Le ministre a précisé que les wilayas concernées ont assuré l'équipement matériel et logistique des annexes, notamment en matière de locaux et d'infrastructures techniques. De son côté, le ministère des Affaires étrangères met à disposition les ressources humaines qualifiées nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des services et assurer une interaction directe avec les citoyens.

Ce dispositif, a-t-il affirmé, constitue «une nouvelle pierre dans la coopération sectorielle» et s'inscrit dans une vision plus large visant à consacrer le principe d'égalité d'accès au service public.

Lancement prochain du projet Apostille

Au-delà des annexes régionales, le ministre a annoncé le développement du projet d'Apostille, mécanisme moderne de certification des documents, conformément aux conventions internationales. Ce système permettra au citoyen d'éviter des procédures administratives complexes et de faire légaliser ses documents au niveau des daïras chefs-lieux de wilaya, ou des circonscriptions administratives pour la wilaya d'Alger, sans avoir à se déplacer vers la capitale. Selon lui, cette mesure contribuera à alléger la pression sur l'administration centrale, accélérer le traitement des dossiers et garantir des prestations conformes aux standards internationaux de qualité et de fiabilité.

Accélération de la numérisation des services

Le discours du ministre a également mis en avant plusieurs projets numériques en cours de mise en œuvre, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères. Parmi eux, un service numérique d'enregistrement des événements d'état civil destiné aux citoyens inscrits à l'état civil consulaire, une plateforme numérique de traitement automatisé des demandes d'actes d'état civil pour la communauté nationale à l'étranger, ainsi qu'un service de renouvellement du passeport à distance. Ces solutions visent à assurer la fluidité, la sécurisation et la protection des données, tout en unifiant les procédures administratives.

Vers une administration plus moderne

Pour le ministre, l'approche adoptée constitue «un modèle avancé de coordination entre institutions publiques» et s'inscrit dans la construction d'une administration moderne, efficace et proche du citoyen. Reconnaissant les défis liés, notamment à la protection des données et à la cybersécurité, il a toutefois estimé que les attentes des citoyens imposent d'accélérer la transformation numérique et la simplification des procédures. La mise en service des annexes régionales et le déploiement des solutions numériques annoncées traduisent ainsi, selon ses déclarations, la volonté de l'État de placer le citoyen au cœur de l'action publique et de consolider une administration performante, accessible et adaptée aux exigences actuelles, en Algérie comme à l'étranger.

Yasmine Derbal

Algérie-Nicaragua

L'AAPI et les instances économiques des deux pays tracent la feuille de route d'un partenariat prometteur

La coopération économique entre l'Algérie et le Nicaragua franchit une nouvelle étape. Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a pris part à une rencontre bilatérale regroupant les principales instances économiques des deux pays, consacrée à l'examen des perspectives de coopération ainsi qu'aux opportunités de partenariat commercial et d'investissement. Organisée, mardi par visioconférence à l'initiative de l'ambassade d'Algérie au Nicaragua et du Secrétariat nicaraguayen à la promotion de l'investissement et des exportations, cette réunion s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations économiques entre Alger et Managua. Côté algérien, ont pris part aux travaux l'ambassadeur d'Algérie au Nicaragua, Ali Menguellati, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que le directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Chakib Kouidri. Des représentants des ministères des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et du Commerce intérieur ont également participé à cette rencontre. Du côté nicaraguayen, la délégation comprenait, notamment le conseiller à la présidence de la République chargé de la promotion des investissements, du commerce et des relations internationales, Laureano Ortega Murillo, le ministre du Développement, de l'Investissement et du Commerce, Edwin Ramirez Colindres, ainsi que la directrice du Secrétariat à la promotion de l'investissement et des exportations, Karina Mejia.

Au cours de cette réunion, l'AAPI a présenté un exposé détaillé sur le climat des affaires en Algérie. L'Agence a mis en avant les avantages compétitifs dont dispose le pays dans son environnement régional, ainsi que les facilitations administratives et les mesures incitatives destinées à encourager l'investissement. Cette présentation a permis de souligner les opportunités offertes aux investisseurs étrangers et de mettre en lumière les réformes engagées pour améliorer l'attractivité du marché algérien. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune de promouvoir un partenariat économique qualifié de «prometteur», reflétant les potentialités existantes et répondant aux aspirations des deux pays amis. À cet effet, elles ont convenu de mettre en place des mécanismes de coopération conjointe, incluant la définition de canaux de contact permanents afin d'assurer le suivi des discussions et de traduire les opportunités identifiées en projets concrets. L'objectif est de renforcer les échanges économiques, d'identifier les secteurs prioritaires de coopération et de favoriser l'établissement de contacts directs entre les opérateurs économiques algériens et nicaraguayens. Selon le communiqué de l'AAPI, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des démarches communes entreprises par les deux pays pour consolider leurs échanges économiques.

Les participants ont salué le caractère «privilégié» des relations bilatérales, fondées sur le respect mutuel. À travers cette initiative, Alger et Managua affichent ainsi leur volonté de donner une nouvelle dimension à leur coopération économique, en inscrivant l'investissement et le partenariat commercial au centre de leur agenda commun.

Amine Chabouni

Mécanisation renforcée, unité ONAB annoncée et soutien aux jeunes investisseurs à Adrar et Timimoun

Yacine El-Mahdi Oualid accélère la production céréalière dans le Sud

En visite de travail et d'inspection mardi 17 février courant dans les wilayas d'Adrar et de Timimoun, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, Yacine Walid, a effectué une tournée approfondie au sein de plusieurs périmètres agricoles spécialisés dans les cultures stratégiques, notamment les céréales et le maïs grain. Cette sortie sur le terrain a permis au ministre d'évaluer l'état d'avancement de la campagne de semis pour la filière céréalière ainsi que le déroulement de la récolte du maïs grain au titre de la saison 2025-2026. Concernant le maïs jaune, culture considérée comme stratégique dans la politique nationale de réduction des importations, le ministre s'est rendu dans plusieurs exploitations situées au périmètre Hamada-Erraïa dans la wilaya d'Adrar et au périmètre d'Oufrane dans la wilaya de Timimoun. Sur place, il a constaté les efforts déployés par les investisseurs, notamment les jeunes agriculteurs, qui ont obtenu des résultats qualifiés de «très encourageants», en particulier en matière de rendement à l'hectare. Ces performances sont attribuées au respect rigoureux de l'itinéraire technique et à l'adoption de pratiques culturales adaptées aux spécificités climatiques des régions sahariennes.

Renforcement urgent de la mécanisation

La visite a également porté sur le parc de mécanisation mobilisé pour la récolte et la collecte du maïs, comprenant, notamment les moissonneuses-batteuses et les séchoirs. Il a été rappelé que la wilaya d'Adrar a récemment bénéficié de séchoirs supplémentaires afin de soutenir le rythme de la récolte, après la panne de certains équipements au début de l'opération, situation qui avait suscité des inquiétudes parmi les investisseurs quant au risque de perte de leur production. À ce titre, le ministre a donné des instructions fermes aux services concernés pour anticiper la prochaine campagne agricole, en assurant la disponibilité des équipements nécessaires — moissonneuses, séchoirs et camions de transport — en prévision de l'extension des superficies cultivées et afin d'éviter les insuffisances constatées durant la saison en cours. Il a également été décidé d'équiper les centres de stockage de proximité de séchoirs à grande capacité pour améliorer les conditions de conservation et réduire les pertes post-récolte.

Un complexe de transformation du maïs à proximité des zones de production

Dans le même esprit, l'Office national des aliments du bétail (Office national des aliments du bétail – ONAB) a été chargé de réaliser un complexe de transformation du maïs et de production d'aliments pour bétail à proximité des zones de production. Cette décision vise à limiter le transport des récoltes vers des régions éloignées, à réduire les coûts logistiques et à renforcer l'intégration locale de la filière, tout en consolidant l'approvisionnement du marché national en aliments pour bétail.

Un optimisme prudent pour la campagne céréalière

S'agissant de la filière céréalière, le ministre a souligné que la mise en place de cellules locales de suivi de la production, conjuguée aux conditions climatiques favorables enregistrées dans la majorité des régions du pays, laisse présager une campagne réussie. La visite a également permis d'évaluer les capacités agricoles des wilayas d'Adrar et de Timimoun, considérées comme des pôles émergents dans la production des cultures stratégiques.

Des défis persistants, mais une volonté affirmée

Au cours des échanges avec les agriculteurs, éleveurs et investisseurs, plusieurs préoccupations ont été soulevées, notamment l'éloignement géographique, la régularisation du foncier agricole, le manque d'infrastructures de stockage et de distribution des aliments du bétail — particulièrement à Timimoun — ainsi que les difficultés liées au transport, au financement et au déficit de moyens logistiques dans certaines zones. Face à ces contraintes, le ministre a réaffirmé l'engagement de l'État à soutenir les cultures stratégiques, en particulier les céréales et le maïs grain, produits que l'Algérie importe encore en quantités importantes. Il a salué la détermination des jeunes investisseurs qui, malgré les obstacles, poursuivent leurs efforts pour développer leurs exploitations et étendre les superficies cultivées, inscrivant leur action dans la stratégie nationale de renforcement de la sécurité alimentaire. Cette visite dans le Sud illustre ainsi la volonté des pouvoirs publics d'accompagner concrètement la montée en puissance des filières stratégiques et d'ancrer durablement la production agricole dans les régions sahariennes.

Sonia Stambouli

Relance du projet TSGP – Nigeria-Niger - Algérie-Europe

Opportunités et contraintes

Suite à la visite du président du Niger en Algérie les 15/16 février courant, le président algérien a déclaré : «Nous avons convenu de lancer le projet de construction du gazoduc TSGP traversant le territoire nigérien. Immédiatement après le Ramadhan, les procédures pratiques seront lancées pour commencer la construction du gazoduc sur le territoire nigérien. Le groupe Sonatrach va prendre les choses en main. Il va entamer les travaux de réalisation du gazoduc au Niger».

● **Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités**



1 - Pour pouvoir honorer ses engagements internationaux, la politique énergétique de l'Algérie doit, maîtriser les coûts d'exploitation, investir dans les énergies traditionnelles, impliquant d'attirer les investissements étrangers, revoir son modèle de consommation énergétique et rationaliser la consommation intérieure, qui représente plus de 40% de la production des hydrocarbures, liée à la politique des subventions généralisées et sans ciblage, source de gaspillage. La production totale en 2024/2025 du gaz naturel, par exemple, est d'environ 110 milliards de mètres cubes gazeux et se répartit comme suit : 40% consommation intérieure, 50% exportation et 10% injection dans les puits afin d'éviter leur épuisement, la norme internationale étant de 15/20 %. Les prévisions de Sonelgaz tablent sur 80 milliards de mètres cubes gazeux pour la consommation intérieure du fait de la forte pression démographique à l'horizon 2030 (plus de 50 millions d'habitants) et de l'entrée en production de nombreux projets énergivores. Dans le cadre du mix énergétique, Sonatrach entend axer sa politique sur la diminution des gaz torchés, la réduction de l'empreinte carbone et son positionnement comme acteur efficace au sein de la chaîne de valeur internationale de l'ensemble des énergies. Par ailleurs, outre, le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en accord avec l'AIE, sous réserve d'un dialogue social avec les populations du Sud, afin d'éviter de polluer les nappes phréatiques et donc de protéger l'environnement, il est possible d'envisager l'exploitation du gaz de schiste, dont l'Algérie est le troisième réservoir mondial, avec une réserve estimée à 19 500 milliards de mètres cubes gazeux. L'Algérie entend également favoriser les interconnexions électriques entre l'Algérie et l'Europe, grâce à des centrales hybrides solaire-gaz, au développement de l'hydrogène, l'Algérie bénéficiant d'un ensoleillement de 3000 heures par an, soit l'équivalent de 2000 kWh par m², l'objectif étant d'atteindre 35% de la couverture des besoins intérieurs à l'horizon 2030/2035, avec une partie exportable de 10 000/11 000 MW (source : ministère de l'Énergie), grâce aux interconnexions, parallèlement au développement de l'hydrogène vert, bleu et blanc pour couvrir 10/15 % des besoins de l'Europe. Selon différents rapports du ministère de l'Énergie, ce projet permettrait à l'Algérie d'honorer ses engagements internationaux en matière d'exportation de gaz, où ses réserves de gaz conventionnel sont estimées à environ 2 400 milliards de mètres cubes et 11/12 milliards de barils de pétrole. Selon la majorité des observateurs internationaux, l'Algérie peut devenir un acteur majeur de l'approvisionnement énergétique de l'Europe, grâce à un partenariat gagnant-gagnant. C'est dans ce cadre que s'est tenue, le 12 février 2026, la 6e réunion du dialogue politique de haut niveau sur l'énergie entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), sous la coprésidence du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et du commissaire européen chargé de l'Énergie et du Logement pour l'Union européenne, Dan Jorgensen, réaffirmant un partenariat stratégique. Les prévisions du ministère algérien de l'Énergie donnent une production de 200 milliards de mètres cubes gazeux à l'horizon 2030 supposant 100 milliards de mètres cubes gazeux d'exportation, ce qui nécessitera d'importants investissements étrangers, la marge de financement de Sonatrach étant limitée, du fait qu'en 2025 les exportations n'ont été que d'environ 50 milliards de mètres cubes gazeux.

2 - Et c'est dans ce cadre que rentre le projet TSGP – Nigeria Algérie-Europe dont les longueurs des canalisations sont de 1037 km en territoire nigérian, 841 km au Niger et 2310 km en Algérie. Il reste à réaliser 100 km au Nigeria, la totalité du tracé au Niger ainsi que 700 km en Algérie, soit un total de 1641 km (source ministre des Hydrocarbures APS 2024). Lors de l'accord d'entente signé le 3 juillet 2009, son coût était estimé entre 10 et 11 milliards de dollars, mais cela remonte à plus de 10 ans.

En 2020, une étude de l'Institut français des relations internationales avance un montant moindre, entre 14 et 15 milliards de dollars, d'autres sources environ 20 milliards de dollars la fin 2024, avec une durée de réalisation estimée entre 4 et 5 ans. Ce gazoduc doit partir de Warri, au Nigeria, pour aboutir à Hassi R'mel, en passant par le Niger. Il pourrait être relié au Transmed, la plus grande canalisation d'un looping GO3, permettant d'augmenter la capacité de 7 milliards de mètres cubes, qui s'ajoutent aux 26,5 milliards déjà transportés par GO1 et GO2, portant la capacité totale à 33,5 milliards de mètres cubes. Ce gazoduc s'étend sur 550 km en territoire algérien et 370 km en territoire tunisien, jusqu'à l'Italie. Ce projet est stratégique pour l'Algérie, qui est un acteur majeur pour l'approvisionnement de l'Europe. Cela explique, l'entente récente entre l'Algérie et le Niger, où le président algérien a ordonné le retour immédiat de son ambassadeur à Niamey, un geste présenté comme une normalisation qui s'appuie, outre, l'aspect sécuritaire — l'Algérie partageant avec le Niger plus de 950 km de frontières — essentiellement sur la coopération énergétique. Ainsi, la visite en Algérie du président du Niger les 15/16 février en cours a permis, selon l'APS de relancer deux grands dossiers, l'exploitation conjointe par Sonatrach et Sonidep d'un champ pétrolier au Nord du Niger et la réalisation du gazoduc TSGP devant acheminer le gaz du Nigeria jusqu'en Europe via le Niger et l'Algérie. Le Niger étant en crise financière. Pour le président algérien, suite à cette visite je le cite «nous avons convenu de lancer le projet de construction d'un gazoduc traversant le territoire nigérien. Immédiatement après le Ramadhan, les procédures pratiques seront lancées pour commencer la construction du gazoduc sur le territoire nigérien….. Le groupe Sonatrach va prendre les choses en main. Il va entamer les travaux de réalisation du gazoduc au Niger». Cela fait suite où le 11 février courant de la visite du ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab au Niger, qui avait été consacré à l'examen du gazoduc continental TSGP, réunissant du côté algérien le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, du ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, et du ministre d'État chargé des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigéria, EkperikpeEkpo, cette rencontre ayant été précédée d'une réunion regroupant les groupes de travail et les experts des trois pays, y compris des représentants de Sonatrach, Sonidep (Niger) et NNPC (Nigéria). Le groupe Sonatrach, fort de son expérience dans les projets énergétiques d'envergure, a réaffirmé sa détermination à mener à bien cette initiative. L'idée d'un gazoduc reliant le Nigéria à l'Algérie a germé dans les années 1980, et est toujours en projet en ce mois de février. Le 3 juillet 2009, a été signé un protocole d'accord pour la réalisation de ce projet avec l'Algérie. En juillet 2016, à l'occasion du 27e sommet ordinaire de l'Union africaine, le Nigéria a réaffirmé sa volonté d'engager le lancement du gazoduc transsaharien, prévu d'être détenu à 90% par Sonatrach et la NNPC, et à 10% par la Compagnie nationale du pétrole du Niger. Le 22 septembre 2021, le ministre du pétrole de la République du Nigéria, Timipre Sylva, a annoncé que son pays allait entamer la construction d'un gazoduc pour transporter le gaz nigérian vers l'Algérie. Le 18 février 2022, une feuille de route a été approuvée par les représentants du Niger, de l'Algérie et du Nigéria. Suite à la réunion tenue à Niamey, au Niger, le 16 février 2022, une feuille de route a été définie pour réaliser ce chantier. Le 21 juin 2022, une réunion tripartite Algérie-Niger-Nigéria s'est tenue dans la capitale du Nigéria, regroupant les ministres en charge de l'Énergie des trois pays, s'inscrivant dans le cadre de la reprise des discussions au sujet du projet du gazoduc Transsaharien (TSGP). Les ministres ont examiné l'état d'avancement des décisions prises lors des précédentes réunions et les prochaines étapes devant aboutir à la réalisation du projet, ayant convenu d'actualiser l'étude de la faisabilité de ce projet.

En juillet 2022, lors de la 3e réunion ministérielle concernant ce projet, a eu lieu la signature d'un mémorandum d'entente entre les trois pays, à travers lequel ils ont réaffirmé «leur engagement à poursuivre la coordination et l'action commune pour la réalisation de ce projet».

3 - Les cinq conditions de la rentabilité de ce projet

Premièrement, la faisabilité implique la détermination du seuil de rentabilité en fonction de la concurrence d'autres producteurs, du coût et de l'évolution du prix du gaz. Ces éléments influencent la prise de décision concernant le lancement d'un tel investissement. C'est pourquoi une étude de marché est nécessaire pour évaluer la demande en gaz avant de trancher sur l'opportunité de s'engager dans ce projet. Le bureau d'études Penspen, chargé d'actualiser les études de faisabilité, devra confirmer la viabilité technique et économique du TSGP avant toute opérationnalité, comme l'avait annoncé le PDG de Sonatrach le 11 février 2025.

Deuxièmement, la sécurité constitue un enjeu majeur, le projet traversant plusieurs zones instables, particulièrement pour le tracé passant par le Maroc, davantage exposé que celui de l'Algérie. Ces zones peuvent compromettre la fiabilité du projet en raison de la présence de groupes armés susceptibles de perturber la fourniture et l'approvisionnement en gaz. Il sera donc nécessaire d'impliquer les États traversés dans des négociations pour l'octroi du droit de passage (paiement de royalties) et d'évaluer les risques économiques, politiques, juridiques et sécuritaires.

Troisièmement, la mobilisation du savoir-faire et du financement pose problème, notamment en raison de la situation économique du Niger, lourdement endetté. Il serait donc nécessaire d'impliquer d'éventuels groupes internationaux dans le financement du projet.

Quatrièmement, l'on devra tenir compte des récents accord Europe-USA pour l'approvisionnement en gaz de schiste pour 250 milliards de dollars par an, en cas de résolution du conflit avec l'Ukraine du retour du gaz russe avec des coûts bas où la capacité du South Stream de 63 milliards de mètres cubes gazeux, du North Stream1 de 55 et du North Stream2 de 55 milliards de mètres cubes gazeux, (actuellement gelé depuis les tensions avec l'Ukraine, sans compter le plus grand concurrent de l'Algérie et du Maroc, la Libye premier réservoir de pétrole de l'Afrique pour une population de moins de 7 millions d'habitants, 48 milliards de barils et 1500 milliards de mètres cubes gazeux exploité à peine à 5% et de nouveaux producteurs en Afrique le Mozambique , plus de 5000 milliards de mètres cubes gazeux de réserve, misant sur les exportations massives de GNL, et la mise en exploitation récente de l'important gisement Mauritanie /Sénégal à l'Île de la Tortue.

Cinquièmement, le Nigeria à ne pas confondre avec le Niger qui est seulement un lieu de transit, principal pourvoyeur de ce projet (5500 milliards de mètres cubes gazeux de réserves) doit éclaircir définitivement sa position et choisir soit l'Algérie, soit le Maroc, car ayant signé plusieurs mémorandums tant avec l'Algérie qu'avec le Maroc, en rappelant qu'un mémorandum n'est pas un contrat définitif, mais en n'oubliant jamais que le principal client c'est l'Europe. Il est donc indispensable d'associer le partenaire européen, principal client du gazoduc. Sans son accord, il sera difficile de rentabiliser ce projet et devant tenir compte de la politique énergétique européenne qui mise sur la transition énergétique pour couvrir ses besoins à 50% entre 2030/2035.

En conclusion

Comme le démontre une importante étude de l'institut de stratégie - l'IRIS, Paris , le gazoduc reliant le Nigéria à l'Europe est l'objet d'enjeux géostratégiques importants pour la région, car l'énergie, autant que l'eau, est au cœur de la souveraineté des États et de leurs politiques de sécurité, les nouvelles dynamiques économiques modifiant les rapports de force et affectant également les recompositions politiques à l'intérieur des États comme à l'échelle des espaces régionaux.

A. M.

E-paiement : 939 milliards de dinars en 2025, +46 % en un an

Porté par les services publics et le lancement de «DZ Mob Pay», le numérique financier franchit un nouveau cap

Le paiement électronique en Algérie a poursuivi son ascension en 2025, enregistrant une progression remarquable de 46% par rapport à 2024. Selon le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), le montant global des paiements électroniques effectués via terminaux de paiement électronique (TPE), internet ou téléphone mobile a atteint 939 milliards de dinars en 2025, contre 643,8 milliards de dinars une année auparavant.



Cette dynamique est principalement portée par le recours accru des administrations publiques à l'e-paiement pour l'accès à leurs services, contribuant à ancrer davantage ce mode de règlement dans les habitudes des citoyens.

Une forte accélération des paiements en ligne

Dans le détail, les paiements réalisés via internet ont connu une progression spectaculaire de 179% en une année, atteignant 145 milliards de dinars, pour plus de 27 millions de transactions enregistrées en 2025. Cette évolution confirme le rôle croissant du paiement en ligne dans l'écosystème national de la monétique. Le mois de décembre 2025 a marqué un pic exceptionnel avec 3,6 millions de transactions pour une valeur totale de 65,27 milliards de dinars, soit le niveau le plus élevé de l'année. Cette performance est principalement liée au paiement de la première tranche du programme AADL 3, une opération réalisée exclusivement en ligne, ce qui explique la concentration inhabituelle des montants durant ce mois. Par secteur d'activité, les télécommunications continuent de dominer le segment de l'e-paiement via internet. Le paiement des factures et le rechargement des crédits auprès des opérateurs de téléphonie et des fournisseurs d'accès à internet ont totalisé plus de 12 millions de transactions. Ils sont suivis par les services administratifs (7,6 millions de transactions), les prestations de services (3,6 millions) ainsi que les factures d'électricité et d'eau (1,8 million). Depuis le lancement du paiement en ligne en 2016, le nombre total de transactions a dépassé 84 millions d'opérations, dont plus de la moitié a été réalisée au cours des deux dernières années, illustrant une accélération récente et soutenue de l'adoption du numérique. Le montant moyen par transaction a également fortement progressé, passant de 1.180 dinars en 2020 à près de 5.400 dinars en 2025, traduisant une montée en gamme des usages et un renforcement de la confiance des usagers.

Web-marchands et TPE en nette progression

Le GIE Monétique souligne par ailleurs que l'allègement de la procédure d'intégration à la plateforme de paiement en ligne a favorisé l'augmentation du nombre de web-marchands, qui s'élève à 644 à la fin 2025. Cela représente l'intégration de 134 nouveaux acteurs par rapport à la fin 2024, soit une progression de 26,27%. Concernant le segment des paiements via TPE, la valeur totale des transactions a doublé pour atteindre 89,5 milliards de dinars. Le parc des terminaux a poursuivi sa croissance, passant de 68.140 unités en décembre 2024 à 78.774 unités en décembre 2025, soit une hausse de 15,61%. L'évolution annuelle du paiement de proximité met en évidence une progression soutenue, accompagnée d'une augmentation notable du montant moyen par transaction, passé de 6.000 dinars en 2020 à plus de 9.000 dinars en 2025. Un pic de volume a été observé au mois de mai, notamment en lien avec l'opération de vente de moutons à l'occasion de l'Aïd El-Adha. Selon le GIE Monétique, cette tendance confirme l'intégration croissante du paiement par TPE dans les comportements quotidiens, tandis que la hausse du montant moyen reflète une confiance accrue pour des transactions de plus grande valeur.

M-paiement : montée en puissance et interopérabilité

Le paiement mobile a également enregistré des performances notables. Les transactions intra-bancaires réalisées via QR code ont progressé de 19% sur un an, atteignant 69,3 millions d'opérations pour un montant global de 57,3 milliards de dinars. Les transferts P2P intra-bancaires (de compte à compte) ont confirmé leur tendance haussière, avec 47,5 millions de transferts en 2025 (+31 %), représentant un montant total de 647,4 milliards de dinars. Cette évolution met en lumière le rôle central des transferts P2P dans la circulation des fonds entre particuliers, soutenu par la simplicité d'usage, la rapidité et la fiabilité du service. L'année 2025 a également été marquée par le lancement du paiement mobile interbancaire, officiellement introduit en janvier sous l'appellation «DZ Mob Pay». Ce service repose sur l'interopérabilité assurée par le switch mobile national, mis en service en juin 2024. À la fin décembre 2025, DZ Mob Pay comptait 95 014 comptes particuliers et 14 283 comptes commerçants. Durant sa première année d'exploitation, le service a enregistré 12 682 transactions par QR code et 44 369 transferts P2P. Sept banques pilotes participent actuellement au dispositif, avec une extension progressive prévue à l'ensemble des acteurs interbancaires.

Retraits par carte : un réseau renforcé

Parallèlement, les retraits par carte sur les distributeurs automatiques de billets (ATM) ont dépassé les 235 millions de transactions valides en 2025, soit une hausse de 19%, pour une valeur globale supérieure à 4.397 milliards de dinars (+19%). Le nombre total d'ATM s'élève désormais à 4679 unités, en augmentation de 737 distributeurs par rapport à 2024. Cette expansion traduit les efforts soutenus des banques et d'Algérie Poste pour accompagner la croissance rapide du parc de cartes interbancaires, qui a franchi le seuil de 21,8 millions de cartes à la fin 2025, tout en réduisant la pression sur les points de retrait existants. Au terme de l'exercice 2025, le bilan du GIE Monétique met en évidence une transformation accélérée des usages financiers en Algérie. Entre la montée en puissance des services publics en ligne, l'extension du réseau TPE, la généralisation des transferts mobiles et le lancement du paiement interbancaire, l'écosystème de l'e-paiement confirme son rôle stratégique dans la modernisation de l'économie nationale.

Amel Driss

Air Algérie vise 9,8 millions de passagers en 2026

+1 million de voyageurs attendus grâce à l'expansion internationale et à la refonte de l'expérience client

La compagnie nationale Air Algérie ambitionne de franchir un nouveau cap en 2026 en transportant près de 10 millions de passagers. Lors de son sommet annuel organisé à son siège central Saïd-Aït Messaoudene, la direction a fixé un objectif précis: atteindre 9,8 millions de voyageurs, soit un million supplémentaire par rapport à 2025. Cette ambition repose sur deux axes stratégiques majeurs : l'expansion du réseau vers des marchés internationaux à fort potentiel et une refonte approfondie de l'expérience client. Selon les chiffres présentés lors de cette rencontre annuelle placée sous le thème : «Réinventons l'expérience client», Air Algérie a transporté 8,8 millions de passagers en 2025, enregistrant une hausse de 11% par rapport à 2024. Pour la compagnie, l'année 2025 marque une étape décisive dans son plan de développement. Deux avancées majeures ont notamment été soulignées : la création de Domestic Airlines, filiale dédiée au transport intérieur, et le lancement du processus de réception d'une nouvelle flotte de gros porteurs.
Par ailleurs, engagée dans une transformation structurelle vers un modèle de holding, Air Algérie a concrétisé le lancement de sa filiale GO (Ground Operations), spécialisée dans les services au sol, renforçant ainsi l'intégration et l'optimisation de ses activités.

Transformation numérique et refonte de l'expérience client

Le sommet annuel, tenu en présence du PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, et du directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), Hassan Boulfelfel, a permis de dresser un bilan des performances, d'analyser les difficultés rencontrées et de proposer des ajustements pour améliorer les résultats. Les travaux ont été articulés autour des principaux leviers de transformation de la compagnie. Parmi eux figurent les nouvelles solutions informatiques prévues pour 2026, notamment RefX et CRM, destinées à moderniser la gestion de la relation client et à optimiser l'ensemble du parcours passager.
La refonte du programme de fidélité (FFP) et le développement des services auxiliaires ont également été présentés comme des axes structurants pour renforcer l'attractivité commerciale et accroître les revenus annexes.

Performance financière et optimisation des coûts

Sur le plan financier, les échanges ont porté sur l'amélioration de la rentabilité des lignes aériennes ainsi que sur le renforcement du suivi des créances, depuis leur comptabilisation jusqu'au recouvrement effectif. Un panel spécifique a été consacré à la nouvelle organisation des unités d'Air Algérie à l'étranger, traduisant la volonté d'optimiser la gestion du réseau international. En parallèle, deux ateliers ont réuni des cadres autour de la modernisation des systèmes métiers liés à la programmation et de l'optimisation des coûts d'exploitation.



Une mobilisation interne saluée

Le sommet annuel s'est conclu par la remise de distinctions aux employés les plus performants, en reconnaissance de leur engagement et de leur contribution à la réussite collective de la compagnie. À travers cet objectif de 9,8 millions de passagers en 2026, Air Algérie affiche clairement son ambition de consolider sa position sur le marché, d'élargir son empreinte internationale et d'inscrire sa transformation numérique au cœur de sa stratégie de croissance.

Selma Dey

Bouira

Les produits du terroir valorisés

Organisée à l'initiative de la Direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Bouira, la deuxième édition de la fête régionale de l'huile d'olive s'est tenue les 12 et 13 février derniers.



Plusieurs producteurs et oléiculteurs, venus, notamment de différentes wilayas du centre du pays, ont pris part à cette manifestation, a-t-on constaté sur place. Quelque 40 producteurs ont participé à cet événement qui se veut, selon les organisateurs, «un carrefour d'échanges entre les différents oléiculteurs du pays» et qui vise surtout à valoriser ce produit du terroir. Outre, ces échanges professionnels, un concours de sélection des meilleures huiles vierges et extra vierges a été organisé. Un jury d'experts spécialisés dans l'évaluation de la qualité des huiles a été installé à cet effet, a-t-on appris auprès des organisateurs. Il convient de rappeler que la wilaya de Bouira figure parmi les régions où la culture de l'olivier occupe une place stratégique. La filière oléicole y a connu un essor significatif, avec près de 35 000 ha consacrés à l'oléiculture.

La production annuelle d'huile d'olive est estimée à un million de litres, selon les chiffres communiqués par la DSA. Toutefois, les objectifs tracés ne sont pas encore pleinement atteints. Le secteur agricole a bénéficié d'importants programmes, notamment en matière de plantation. Les opérations de mise en terre à travers les communes ciblées ne sont pas encore achevées. Des dysfonctionnements dans la distribution des plants ont été signalés.

Médéa

60 nouveaux transformateurs électriques mis en service

Soixante nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service à travers plusieurs communes de Médéa dans le cadre du renforcement du réseau électrique local. Cette opération vise à améliorer l'alimentation en électricité des foyers de la région et assurer des prestations de qualité et la continuité du service public, a fait savoir le chargé de la cellule de communication de cette direction, Ferhat Mohamed Rafik. En plus de l'installation de ces transformateurs, le responsable fait part de la réalisation de 46 nouvelles lignes électriques de basse et moyenne tension s'étendant sur plus de 221 km afin de raccorder les logements attribués dernièrement aux citoyens et les nouvelles constructions privées. Par ailleurs, plusieurs équipes chargées des interventions sur les réseaux électriques et de gaz naturel seront mobilisées durant le mois de Ramadhan, a indiqué M. Ferhat. Aussi, 74 équipes seront affectées à la prise en charge des problèmes sur le réseau électrique, 58 équipes pour intervenir sur le réseau de gaz naturel et 22 équipes supplémentaires qui vont assurer les petites réparations sur les deux réseaux (électricité et gaz), a-t-il souligné.

Boumerdès

Adoption du plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêt pour 2026

Le plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêt pour l'année 2026 a été adopté et lancé, mardi à Boumerdès, avec l'installation de la commission de wilaya chargée de la protection des forêts et des cultures agricoles contre les incendies. L'adoption de ce plan et l'installation officielle de la commission ont eu lieu sous la supervision de la wali, Fouzia Naâma, lors d'une réunion du Conseil exécutif de wilaya consacrée au suivi des programmes de développement à travers les communes, en présence des directeurs des secteurs concernés et des présidents d'APC. A cette occasion, le conservateur des forêts, Baroudi Belekhel, a souligné que le plan prévoit la mise en œuvre du dispositif organisationnel d'intervention, le renforcement des campagnes de sensibilisation, la mobilisation des moyens humains et matériels, ainsi que la réalisation de travaux préventifs et l'actualisation des systèmes de détection, d'alerte, de surveillance et d'intervention. Le programme comprend également l'aménagement et l'ouverture de vingt kilomètres de pistes forestières, l'installation de huit tours de vigie, le creusement de sept tranchées pare-feu dans la forêt d'Aïn Kser à Khemis El Khechna, ainsi que l'aménagement d'une tour de surveillance dans la forêt de Bouarabi à Dellys. Ces mesures opérationnelles, inscrites dans le cadre des travaux de la commission de wilaya, visent à renforcer la préparation et l'anticipation face aux risques d'incendie, afin de protéger le patrimoine forestier et les cultures agricoles sur l'ensemble des communes de la wilaya. Le conservateur des forêts a, par ailleurs, présenté un exposé sur la situation du secteur et le bilan des incendies au cours des trois dernières années, marquées par une baisse notable, soulignant le caractère forestier de la wilaya de Boumerdès et l'étendue de son couvert végétal sur la quasi-totalité de son territoire.

Tizi-Ouzou

Forte affluence dans les marchés de proximité dédiés au Ramadhan

Les marchés de proximité ouverts à travers la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion du mois de Ramadhan connaissent une importante affluence de citoyens attirés par la disponibilité des produits de large consommation à des prix jugés «très compétitifs». Pas moins de 30 marchés de proximité ont été prévus par la direction du commerce à travers le territoire de la wilaya, dont la plupart sont opérationnels. Au chef-lieu de wilaya, le marché de la gare routière, qui s'étend sur la place de la JSK, connaît une forte affluence de citoyens en cette veille du mois de Ramadhan. Ces espaces commerciaux reposant sur le principe de la vente directe «du producteur au consommateur», attirent les clients. Les stands de viandes (locales ou d'importation), de produits laitiers, de fruits et légumes, de fruits secs et d'autres produits de première nécessité (huile, sucre, semoule, farine) affichent des prix attractifs, nettement inférieurs à ceux pratiqués dans les circuits de distribution ordinaires. Dans les allées du marché de l'ancienne gare routière de Tizi-Ouzou, l'ambiance est conviviale. Entre les étals bien achalandés, les citoyens expriment leur satisfaction. «On trouve ici des produits de qualité à des prix raisonnables. Pour une famille nombreuse, la différence se fait sentir immédiatement sur le budget hebdomadaire», confie Ahmed, un retraité. Même constat chez Malika, mère de famille qui apprécie la diversité des produits. «Dans ce marché, je fais tous mes achats sur place, pas besoin de courir d'un magasin à un autre, et en plus les prix sont réduits. Ce genre d'initiative nous permet de passer un Ramadhan serein loin de la spéculation». Parallèlement à cette dynamique commerciale, les services de la direction du Commerce multiplient les sorties sur le terrain. Des brigades de contrôle ont été déployées, notamment au marché de gros des fruits et légumes des «frères Chabane» et à travers les communes pour veiller au grain. La mission de ces brigades est de garantir la stabilité des prix et de veiller au respect des normes d'hygiène et de stockage particulièrement pour les produits frais et congelés. A noter qu'en plus de l'aspect commercial, la wilaya mise sur la sensibilisation, notamment du consommateur. Des journées et des campagnes d'information ont été organisées pour lutter contre le gaspillage alimentaire et assurer la sécurité sanitaire des aliments, pour une culture de consommation responsable durant le Ramadhan.

Kahina Tasseda

Alger

Installation d'une grande tente pour l'iftar durant le mois de Ramadhan

Le Croissant-Rouge algérien (CRA), a procédé, mardi, à l'installation d'une grande tente à la place du 1er-Mai à Alger, destinée à la distribution de repas de l'iftar au profit des jeûneurs tout au long du mois sacré de Ramadhan. À ce propos, le représentant du CRA, Mohamed Ameziane, a précisé que cette tente figure parmi «17 grandes tentes réparties à travers plusieurs wilayas du pays, chacune ayant une capacité d'accueil variant entre 800 et 1200 places quotidiennement». Ces tentes constitueront «un espace convivial pour la distribution de repas au profit des jeûneurs durant tout le mois sacré». Afin d'assurer le succès de cette opération de solidarité, le CRA a mobilisé «plus de 14 000 bénévoles à l'échelle nationale, dont la majorité sont des étudiants universitaires», a-t-il souligné. Par ailleurs, l'association a réservé plus de 400 restaurants à travers le territoire national pour l'iftar des jeûneurs, outre, la programmation de distributions de repas dans les aéroports internationaux d'Alger, d'Oran et de Constantine, ainsi que l'organisation d'un iftar quotidien à la gare routière du Caroubier à Alger. Dans le même sillage, la commission médicale du CRA, organise, à travers des caravanes médicales, de vastes campagnes de sensibilisation au niveau national, au profit des personnes atteintes de maladies chroniques, telles que le diabète et l'hypertension artérielle, en leur prodiguant les conseils et orientations à suivre durant le mois de Ramadhan.

Houda H.

Constantine

Lancement de nombreux projets à l'occasion de la Journée nationale du Chahid

Plusieurs projets publics ont été lancés mardi, dans la wilaya de Constantine, avec la pose de premières pierres et l'inauguration d'infrastructures vitales, dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du Chahid, célébrée le 18 février de chaque année.

A cette occasion, le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, s'est rendu au cimetière des Martyrs de la commune d'Aïn Smara, accompagné des autorités locales, de la famille révolutionnaire et de nombreux citoyens. La cérémonie a été marquée par la levée des couleurs nationales, l'exécution de l'hymne national, le dépôt d'une gerbe de fleurs et la récitation de la Fatiha à la mémoire des valeureux martyrs. Dans la circonscription administrative Ali-Mendjeli, le wali a procédé, dans le cadre du programme de cette commémoration, à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un lycée et d'un centre de proximité des impôts, ainsi qu'à l'inauguration d'une annexe de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et d'une salle de soins au quartier AADL. Le programme a également englobé le lancement des travaux d'aménagement extérieur des voiries et réseaux divers (VRD) au niveau de plusieurs sites, la pose de la première pierre pour la réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM) dans la commune d'Ouled Rahmoune, l'inauguration d'un autre portant le nom Abdelmoumen dans la localité de Sissaoui (commune de Constantine), ainsi que la pose de la première pierre pour la réalisation de deux établissements d'enseignement primaires dans les communes d'Ibn Ziad et de Didouche-Mourad. À cette occasion, le wali de Constantine a souligné que les projets en cours de réalisation et ceux réceptionnés s'inscrivent dans une dynamique d'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment à travers les opérations d'aménagement extérieur et de promotion de l'environnement urbain.

M. E. H.



Jijel

Quatre opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable dans 11 communes

Le secteur de l'hydraulique a bénéficié dans la wilaya de Jijel, au titre de l'exercice 2026, de quatre opérations destinées à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans onze communes à partir de trois barrages. La première opération concerne l'étude du renforcement de l'alimentation en eau potable des communes d'El Kennar-Nouchfi, Sidi Abdelaziz, Chekfa, Kaous et Emir Abdelkader à partir du barrage de Kissir, situé dans la commune d'El Aouana. La deuxième opération porte, selon la même source, sur les travaux de raccordement de la partie basse des communes de Djimla et Beni Yadjis au réseau d'alimentation en eau potable à partir du barrage de Tabellout (commune de Djimla), au profit de 34 zones relevant de ces deux collectivités locales. Quant à la troisième opération, elle concerne les travaux de la quatrième tranche du projet de raccordement de la partie basse des communes d'El Milia, Ouled Yahia Khedrouche et Sidi Maarouf au réseau d'alimentation en eau potable à partir du barrage de Boussiaba (commune d'El Milia), dont bénéficieront vingt zones de ces communes. La quatrième opération vise, à renforcer l'alimentation en eau potable de la région d'El Arraba, dans la commune d'El Ancer. La réception de ces opérations devrait permettre d'enregistrer une «amélioration notable» de l'alimentation en eau potable dans plusieurs régions de la wilaya, tout en assurant une meilleure couverture de nombreux villages et mechtas.

El Tarf

Mise en service du projet de raccordement au réseau d'électricité de 70 foyers au chef-lieu de wilaya

Le projet de raccordement au réseau d'électricité de 70 foyers de la localité «Semati 4» du chef-lieu de wilaya d'El Tarf a été mis en service mardi dans le cadre des efforts de renforcement de la couverture des agglomérations par ce réseau.Inscrite au titre de la célébration de la journée nationale du Chahid (18 février), l'opération a été supervisée par le wali, Mohamed Meziane accompagné du président de l'APW et en présence de représentants de la famille révolutionnaire. Selon les explications données par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdallah Belghith, l'opération réalisée en 50 jours rentre dans le cadre du programme de wilaya et a porté sur la réalisation d'un réseau de 2,35 km et un transformateur électrique pour une enveloppe financière de 15 millions de DA. Le wali a procédé à l'occasion à la remise en service de deux salles de soins à la localité de Bordj Benabdallah et à la cité Guergour de la même commune après leur réhabilitation pour une enveloppe financière de 10 millions de DA dégagée du Fonds d'appui au développement socioéconomique des communes. Un centre postal, une annexe administrative et un logement d'astreinte ont été inaugurés à Heddada dans la commune frontalière de Souarekh.
Les autorités locales ont également effectué une visite de courtoisie au moudjahid Abbas Abed dans la commune Boutheldja et à Khadra Bordj veuve du Chahid Ahmed Bordj dans la localité de Matrouha dans la commune d'El Tarf. Auparavant, les autorités locales se sont rendues au cimetière des martyrs du chef-lieu de wilaya où le drapeau national a été levé, l'hymne entonné et une gerbe de fleurs déposée à la mémoire des Chouhada.

Souk Ahras

Plus de 1500 requêtes traitées par la délégation du médiateur de la République en 2025

La délégation du médiateur de la République de la wilaya de Souk Ahras a traité du début janvier à la fin décembre 2025 pas moins de 1518 requêtes, a-t-on appris auprès du délégué local de cette instance, Yacine Khedhaïria. En marge de la clôture des portes ouvertes organisées du 15 au 17 février courant à l'occasion du 6e anniversaire de la création de cette instance, le même responsable a précisé que 1804 requêtes ont été reçues durant cette période dont 164 ne relèvent pas de ses compétences et 122 sont répétées. Il a également indiqué que 1370 des requêtes reçues ont été faites via le portail électronique créé à cet effet. La même délégation a enregistré 340 affaires de différentes natures réglées à l'amiable contribuant à accélérer le tranchement des litiges et à consolider la confiance dans les outils de contrôle et d'organisation de l'instance. Cette manifestation a mis en exergue les efforts de l'instance en matière de numérisation et d'amélioration de la qualité des services assurés aux citoyens à travers la présentation des services numériques de l'instance, les procédures de saisie et de présentation des requêtes et les modalités de dépôts des doléances électroniques.

Oum El Bouaghi

Plus de 240 foyers de zones enclavées raccordés au réseau de gaz naturel

Au total, 243 foyers réparties dans des zones enclavées de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont été raccordées, mardi, au réseau de distribution de gaz naturel, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid, commémorée le 18 février de chaque année. La mise en service des deux projets de raccordement de l'ensemble de ces foyers à travers les mechtas Lemaaz dans la commune d'Ouled Kacem (128 familles) et Dokhla dans la commune d'Aïn Kercha (115 familles), a été présidée par le wali d'Oum El Bouaghi, Benabdallah Chaïb Eddour, accompagné des autorités locales. Le coût global des deux projets, financés dans le cadre du programme de prise en charge des zones éloignées, a dépassé 68 millions de DA, selon les fiches techniques et les explications présentées au wali. Le programme de commémoration de la Journée nationale du Chahid s'est poursuivit, hier dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, avec l'inspection de plusieurs projets de développement, la mise en service d'autres à travers différentes communes, ainsi que l'hommage rendu à des membres de la famille révolutionnaire et l'organisation d'autres activités à cette occasion.

Batna

Récupération de plus de 3600 m³ d'eau

Les équipes d'intervention de l'Algérienne des Eaux (ADE) ont réussi à récupérer en 10 jours dans plusieurs communes de la wilaya de Batna une quantité de 3646 m³ d'eau qui se perdait à travers les réseaux. Le directeur de l'unité de Batna de l'ADE, Mohamed Bouchaour, a indiqué que l'opération s'inscrit dans le cadre de la campagne de solidarité pour la réparation des fuites détectées sur le réseau de distribution d'eau potable et l'élimination des branchements illicites à cette ressource vitale, lancée le 8 février courant par la Direction générale de l'entreprise, avec la participation de 22 équipes de maintenance et intervention issues de 12 wilayas. La campagne, dont le coup d'envoi a été donné par Mohamed Soltani, directeur central de la Communication à la Direction générale de l'ADE, en présence du wali de Batna, Riad Benahmed, a permis la réparation de 81 fuites d'eau à travers des conduites d'adduction et de distribution dans plusieurs communes, dont Batna, selon la même source. A noter que l'unité de Batna de l'ADE a mis à la disposition des citoyens un centre d'appel opérationnel gratuit pour signaler les fuites d'eau en vue de les prendre en charge.

Tissemsilt

Lancement prochain de la fabrication des pièces et accessoires automobiles

La fabrication de certaines pièces et accessoires automobiles en plastique sera entamée, prochainement. La fabrication de ces pièces sera lancée au niveau d'une usine située dans la zone de Sidi Mansour, commune de Khemisti, laquelle sera exploitée dans le cadre de la récupération des biens confisqués. «L'opération de récupération puis d'exploitation illustre l'engagement de l'Etat à remettre en service tous les projets confisqués, dans le cadre de la lutte contre la corruption, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et leur intégration dans le processus de développement national». Les dernières dispositions sont actuellement en cours de finalisation pour donner le signal de lancement de l'usine.

Une fois entrée en production, celle-ci contribuera à couvrir une partie des besoins du marché national en ces produits essentiels à l'industrie automobile et à réduire la facture des importations, conformément à des conditions strictes reposant sur une industrialisation réelle et l'augmentation progressive du taux d'intégration.



Journée nationale du Chahid à Sidi Bel-Abbès

Inauguration et lancement de plusieurs projets de développement

Un programme de développement intégré et ambitieux a été lancé dans plusieurs communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du Chahid, célébrée le 18 février de chaque année. Ce programme englobe la pose de la première pierre des projets, le lancement et la mise en service de diverses opérations, ainsi que l'inauguration de plusieurs projets en plus de la baptisation d'établissements aux noms de martyrs. Dans ce cadre, le wali Kamel Hadji s'est rendu dans la commune de Badrabine-El Mokrani, où il a supervisé la cérémonie de la mise en service du stade communal Moudjahid défunt Souiah-Mohamed, après sa réhabilitation et son revêtement en gazon synthétique, le rendant apte à accueillir des compétitions sportives dans les meilleures conditions. In situ, le responsable a insisté sur la nécessité de préserver cet acquis et d'en assurer une exploitation optimale au profit des jeunes de la commune. Dans la commune de Chetouane-Belaila, le chef de l'exécutif local a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM), dans le cadre du soutien au secteur de l'éducation et du renforcement des infrastructures scolaires, soulignant le respect des délais de réalisation, la qualité des travaux et le suivi régulier afin de livrer le projet pour la prochaine rentrée scolaire. A Boukhanefis, le wali a également procédé à la mise en service d'une station de pompage d'eau, dans le but d'améliorer l'approvisionnement en eau potable et d'assurer la continuité de la distribution au profit des habitants. Dans le village de Louza, commune de Benachiba-Chelia, le wali a inauguré une salle de soins baptisée du nom du martyr Mokaddem Zouaoui, afin de renforcer les structures sanitaires de proximité et de rapprocher les services de santé des citoyens. Il a inspecté les différentes installations et s'est enquis des conditions de prise en charge des patients. Le programme s'est poursuivi dans les communes de Tenira et Aïn El Berd, où la première pierre de deux projets de CEM a été posée, dans le cadre du renforcement des infrastructures éducatives et de l'amélioration des conditions d'enseignement, avec un accent mis sur le respect des délais et des normes techniques en vigueur. La visite de terrain s'est achevée au Centre hospitalier universitaire Dr Abdelkader-Hassani, où le service de neurologie a été rouvert après sa réhabilitation complète et son équipement en matériel moderne. Le wali a également inspecté le service de réanimation et d'anesthésie, qui a lui aussi bénéficié d'une opération de réaménagement global.

Ahmed Baâziz

Oran

Près de 250 porteurs de projets bénéficient d'une formation en entrepreneuriat

Pas moins de deux cent cinquante porteurs de projets issus du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ont bénéficié de cycles de formation en entrepreneuriat au niveau des Centres de développement de l'entrepreneuriat relevant du secteur à Oran, a indiqué, mardi, la direction locale. La chargée de l'Information et de la Communication de la direction, Nacéra Mansouri, a souligné que ces formations, lancées l'année dernière, ont profité à 247 stagiaires, apprentis et diplômés du secteur, à travers sept centres ouverts dans plusieurs établissements de formation de la wilaya. Ces centres proposent des formations de courte durée dans différents domaines liés à l'entrepreneuriat, notamment les mécanismes de création et de gestion de projets et de startups, en collaboration avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), en fournissant aux bénéficiaires les meilleures pratiques et approches opérationnelles dans ce domaine. Mme Mansouri a souligné que ces cycles visent à offrir une formation adaptée aux stagiaires et apprentis en fin de cursus, ainsi qu'aux diplômés souhaitant créer des micro-entreprises, afin de les accompagner en amont du lancement de leurs projets, dans le cadre de la politique de l'Etat visant à soutenir les jeunes et à les encourager à initier leurs propres projets professionnels. La formation «adaptée», encadrée par des cadres de l'ANADE, a pour objectif d'éviter les erreurs auxquelles les jeunes peuvent être confrontés lors de leurs premières démarches entrepreneuriales, en les dotant de connaissances sur la création de micro-entreprises, la gestion des ressources financières, les relations avec les banques et d'autres compétences essentielles. La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran a ainsi ouvert des Centres de développement de l'entrepreneuriat au sein de plusieurs instituts nationaux spécialisés, notamment les établissements Chahid Kheddari-Hasni (commune d'Oran), Chahid Aïd-El Haouas (commune de Bethioua), Moudjahida Zaanane-Yamna (quartier Belgaïd, Bir El Djir), Chahida Ben Kaliya-Hassania (El Othmania, Oran) et Moudjahid défunt Kheris-Boudjemâa (quartier El Hamri, Oran), dans le but de renforcer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et d'orienter les stagiaires et diplômés vers la création de micro-entreprises performantes répondant aux besoins du tissu économique local.

L. K.

Mascara

Une enveloppe de 1,6 milliard de DA pour 270 nouvelles opérations de développement



Une enveloppe financière estimée à 1,6 milliard de dinars a été allouée pour la réalisation de 270 nouvelles opérations de développement dans la wilaya de Mascara, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a annoncé, mardi, le wali, Fouad Aïssi qui a indiqué que cette enveloppe est destinée au lancement de nouveaux projets inscrits au titre du Programme de développement social et économique des communes, ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'exercice en cours. Il a souligné que ces opérations s'inscrivent dans la poursuite du soutien au développement local et dans le renforcement du rôle des communes dans la prise en charge des besoins quotidiens des citoyens et l'amélioration des services publics. Par ailleurs, le wali a révélé qu'à la fin de l'année écoulée, 311 opérations de développement inscrites au titre du Programme de développement social et économique des communes et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'année 2025 ont été achevées. Quelque 45 nouvelles opérations de développement ont également été enregistrées, l'année dernière, dans le cadre des programmes sectoriels, ce qui, selon lui, traduit la volonté des pouvoirs publics de poursuivre la dynamique de développement et de répondre aux préoccupations des citoyens. Concernant la situation financière de l'exercice 2025, M. Aïssi a indiqué que les crédits alloués à la wilaya ont dépassé 19,7 milliards de dinars, dont plus de 10,6 milliards ont été consommés, soit un taux d'exécution de 54,09 %. Il a ajouté que ce taux reflète un rythme d'avancement appréciable dans la concrétisation des opérations inscrites, tout en affirmant que la coordination et le suivi sur le terrain seront poursuivis afin d'augmenter le taux de consommation des crédits et d'accélérer la cadence de réalisation, notamment pour les projets ayant un impact direct sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens. L'ordre du jour de cette quatrième session ordinaire de l'APW comprenait également l'adoption d'une délibération relative au transfert du surplus de logements destinés à l'éradication de l'habitat précaire vers plusieurs communes de la wilaya, ainsi que l'examen du bilan des activités des différents secteurs au titre de l'année 2025.

Veillées ramanadhesques à Boumerdès

Théâtre, musique et poésie au menu

Le mois de Ramadhan sera rythmé par un riche programme à Boumerdès, mêlant théâtre, musique, poésie et activités spirituelles à travers plusieurs communes.

La Direction de la culture et des arts de la wilaya de Boumerdès a concocté un programme d'activités culturelles et artistiques, à l'occasion du mois de Ramadhan. Tout au long du mois sacré dont la dimension spirituelle sera mise en avant, le besoin de loisirs se fait ressentir notamment après l'Iftar. Le programme a été préparé en coordination avec des établissements culturels sous tutelle, des associations locales comme «Amchour» d'Ammal ou la coopérative Ennahda de Bordj Menaïel et les acteurs culturels. Le document que nous avons reçu fait état également de l'accompagnement d'initiatives relevant d'autres secteurs, notamment les affaires religieuses, l'action sociale et l'université, dans le but d'insuffler une dynamique culturelle à travers les différentes communes et daïras. Ainsi des monologues auront lieu dans des cités universitaires. Le comédien Belaïd Oudach se produira le 5 mars au sein de l'établissement de rééducation de Tidjelabine. Le programme comprend des concours religieux, dont un dédié à la mémorisation des hadiths à la psalmodie du Saint Coran avec la participation d'étudiants et de récitants du Coran. Des prestations de mounchidine et de chants religieux seront également animées par plusieurs troupes, notamment «Er-Raya», au centre culturel de Bordj Menaïel. Le mounchid Attaf Hachem est annoncé, pour sa part, à Baghlia. Des soirées poétiques et littéraires verront la participation de nombreux poètes, en plus de conférences dont celle du Dr Ahmed Khetabi et Aïssa Ahmed à la salle d'expositions de Nacéria. Le public aura également le choix entre des concerts de musique chaâbi et kabyle qui seront animés par des artistes locaux, également au programme figurent des spectacles de théâtre pour adultes et enfants. Parmi les pièces prévues, *Artiste d'un autre temps*, *Les femmes de mon pays*, sans oublier des spectacles humoristiques et des monologues. La Direction de la culture a souligné que les activités seront réparties à travers les différentes communes.



Les établissements culturels, dont la Maison de la culture Rachid-Mimouni et l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), proposent également des programmes spécifiques en soirées. La salle de spectacles des Issers verra la présentation, dès le 25 février prochain, la prestation des chanteurs kabyles Smaïl Louni et Saïd Messaoudene. De nombreux spectacles pour enfants y sont annoncés.

M. T.

ONDA

Nouvelles orientations et modernisation



L'ONDA engage une profonde modernisation pour mieux gérer les droits d'auteur, renforcer la transparence et s'adapter aux mutations numériques et internationales. Invité de l'émission «Au fil des jours» de Canal Algérie, le directeur-général adjoint de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), Mehdi Dilmi, a présenté les principaux axes de la stratégie engagée par l'institution pour moderniser la gestion des droits et adapter son fonctionnement aux mutations numériques. Au cours de l'entretien, le responsable a insisté sur la transformation structurelle engagée depuis 2023 sous l'impulsion des autorités de tutelle, affirmant que l'Office a «mis en place une nouvelle ingénierie qui permet véritablement de mieux gérer les flux». Selon lui, la démarche vise à assurer un traitement plus rapide et plus équitable des droits, tout en renforçant la transparence dans les mécanismes de perception et de redistribution. Il a expliqué que le rôle de l'ONDA ne se limite pas à la gestion des œuvres, mais englobe aussi l'ensemble des acteurs qui les exploitent. «L'Office gère les œuvres et les personnes qui les utilisent et qui leur permettent de générer un capital», a-t-il précisé, citant à titre d'exemple les cafés, les hôtels, les plateformes numériques ou les Chaînes de télévision appelées à disposer de licences conformes. Dans cette perspective, il a indiqué que la mise en place d'une plateforme d'échange constitue un levier central de la réforme, permettant «à terme de permettre à chacun d'avoir ses droits en temps et en heure et, surtout, de manière la plus juste et la plus équitable». Il a comparé le fonctionnement du système à celui d'une Chaîne intégrée, voire à «un système bancaire», soulignant la nécessité d'une architecture technique fiable pour suivre l'exploitation des œuvres. Évoquant la dimension internationale, Dilmi a mis en avant l'importance de la coopération africaine fondée sur trois axes principaux : l'harmonisation juridique, la mutualisation technologique et l'engagement continental. «Il est très important d'avoir un système juridique cohérent au niveau continental et même arabe», a-t-il lancé, ajoutant que la mutualisation des outils permettrait d'optimiser les efforts d'ingénierie et de renforcer la protection des créateurs. Il a ensuite insisté sur l'enjeu stratégique des négociations avec les grandes plateformes numériques, estimant qu'«un territoire seul n'aura pas la même force que s'il négocie par région». Dans ce sens, il a plaidé pour une action coordonnée à l'échelle africaine, afin de consolider le poids des institutions de gestion collective face aux géants technologiques.

Lutte contre le piratage et intelligence artificielle

Abordant la lutte contre le piratage, l'intervenant a détaillé la seconde phase du projet numérique de l'ONDA, destinée à améliorer l'identification des œuvres en ligne. «La 2e strat sera de permettre une reconnaissance des œuvres à travers des scans et tout ce qui se fait par l'intelligence artificielle ou le piratage», a-t-il proclamé. Ces outils permettront de savoir où est exploitée une œuvre et à quel moment. Le responsable a, par ailleurs, relevé l'ampleur de la charge de travail assumée par les équipes. «Pour l'instant, c'est du 7 jours sur 7, 23 heures sur 24», mais l'objectif final reste justement de réduire cette pression grâce aux solutions technologiques mises en place. Dressant un premier bilan, il a reconnu que «nous ne sommes pas satisfaits encore à 100%. C'est un work in progress». Il a, toutefois, assuré que les efforts accomplis ces dernières années équivalent «à un travail d'un quart de siècle». Il a enfin insisté sur la dynamique de collaboration avec les startups et les partenaires institutionnels, estimant que cette synergie constitue la clé permettant d'atteindre les objectifs fixés et consolider la valorisation des actifs de propriété intellectuelle en Algérie.

Relizane

Soirées artistiques et spectacles de théâtre pour les veillées ramadhanesques

Vingt-quatre soirées artistiques et un spectacle théâtral ont été programmés à Relizane, dans le cadre de l'animation des soirées du mois sacré de Ramadhan, a indiqué le directeur de la Maison de la culture Moudjahid Mohamed-Issiakhem du chef-lieu de wilaya, Tayeb Bentouati qui a souligné que ce programme culturel, élaboré par la Maison de la culture Moudjahid Mohamed-Issiakhem, en coordination avec le Commissariat du festival culturel local des arts et cultures populaires comprend 11 soirées artistiques à travers les communes de la wilaya autres organisées au niveau de la Maison de la culture à partir de vendredi prochain.

Le public de Relizane sera ainsi au rendez-vous avec des soirées consacrées à l'inchad et aux chants religieux, ainsi qu'au chaâbi et à la musique andalouse, animées par des associations et troupes locales issues de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya. Des spectacles folkloriques et des soirées dans les styles aïssaoui et bédoui sont également au programme, en plus de lectures poétiques animées par des écrivains et poètes de la région, notamment les troupes, «Ness El Gaâda», «Cheikh Ould Houari», ainsi que «Cheikh Ould Saber». Par ailleurs, des représentations théâtrales et humoristiques seront proposées par des troupes et artistes locaux tels que «El Gouala», «Les clés d'arts culturels», et le duo comique «Dakous et Djouhar». Le programme ramadhanesque comprend également des soirées spéciales marquant la nuit du 15 Ramadhan, la commémoration de la bataille de Badr, la conquête de La Mecque et Laylat El Qadr, avec des conférences, des chants et Madih, ainsi que des activités de sensibilisation contre le fléau de la drogue et des psychotropes.

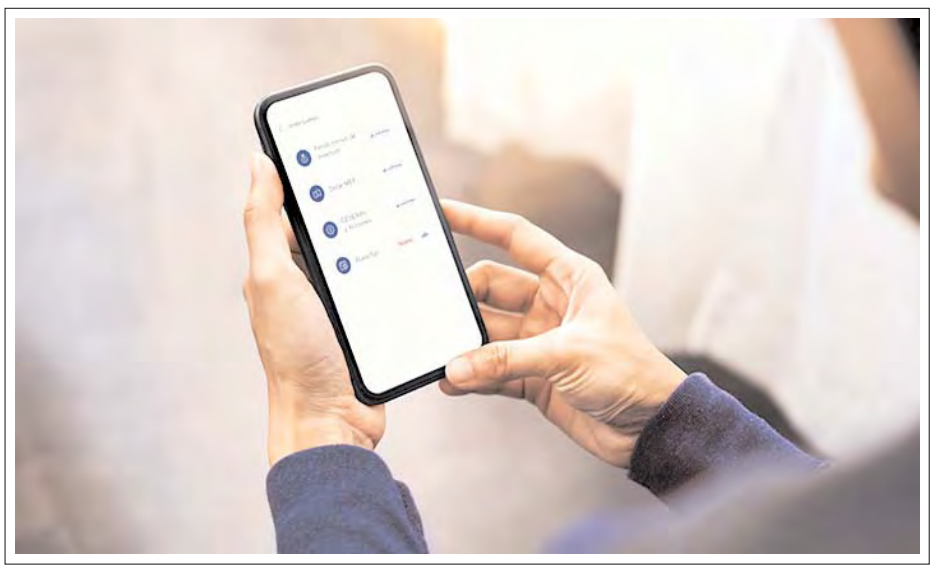
Casting au TRA

Vers de nouvelles créations...

Au théâtre régional Azzedine-Medjoubi, la création se poursuit avec l'ouverture d'un casting pour la prochaine production, *La Belle et les Monstres*, destinée au public adulte. Les auditions ont eu lieu le 17 février vers 10h, à la salle des expositions du TRA. Les candidats devaient être âgés de 20 ans et plus, en accord avec les thématiques abordées par la pièce. Signée par Djamel Hamouda et mise en scène par Kamel Rouini, la production s'annonce comme un temps fort de la saison. Cet appel ne se limite pas à la constitution d'une distribution : il offre également aux talents un cadre professionnel pour s'investir dans une création artistique et culturelle. Au-delà du recrutement, cette initiative reflète la volonté du TRA de dynamiser la pratique théâtrale locale, d'encourager l'émergence de nouveaux visages et de renforcer le lien entre la scène et son environnement artistique, dans le cadre des programmes de soutien du ministère de la Culture et des Arts. En ouvrant ses portes aux comédiens, le théâtre régional d'Annaba façonne chaque saison en espace de transmission et de création, ancré dans son époque et son territoire.

iMessage et RCS, bientôt main dans la main

Avec iOS 26.4, Apple explore le chiffrement RCS, une avancée majeure après des années de réticence sur la sécurité des messages inter-appareils. L'annonce aurait semblé improbable il y a quelques années : Apple, longtemps réfractaire au protocole RCS (Rich Communication Services), s'est finalement lancé dans l'aventure et explore désormais le chiffrement de ces messages. Détectée dans la version développeur d'iOS 26.4, cette fonctionnalité fait figure de petit bouleversement dans la stratégie du géant californien, qui s'était toujours retranché derrière des exigences strictes en matière de sécurité. Pour l'heure, rien de révolutionnaire dans l'expérience utilisateur : ce chiffrement est activé uniquement entre deux utilisateurs d'iPhone, et seulement lorsque iMessage n'est pas disponible. Cette restriction peut prêter à sourire tant elle semble redondante avec le service natif maison d'Apple. Toutefois, comme le rappelle la firme, il faut bien amorcer la transition quelque part… mais on reste loin d'une prise en charge universelle. D'ailleurs, ce test reste cantonné à un nombre restreint de bêta-testeurs. Un nouvel icône en forme de cadenas permet de savoir si vos messages profitent de cette sécurité supplémentaire. Parmi les informations importantes communiquées par Apple, signalons que le chiffrement RCS ne sera pas proposé au lancement officiel d'iOS 26.4 : il faudra patienter jusqu'à une «future mise à jour», dont la date demeure inconnue. Rappelons que l'absence de chiffrement était l'un des arguments historiques d'Apple pour refuser l'adoption du protocole RCS – alors même que les SMS, dépourvus eux aussi de toute sécurité, étaient maintenus comme solution alternative… Une position paradoxale qui a longtemps alimenté les débats parmi les spécialistes. Les efforts conjoints d'Apple et de la GSMA, organisme garant du standard RCS, visent aujourd'hui à offrir un vrai chiffrement de bout en bout à tous les appareils et applications concernées. Il est utile ici de rappeler certaines avancées chez la concurrence : par exemple, Google Messages propose déjà son propre système de chiffrement, mais uniquement lorsque tous les interlocuteurs utilisent cette application spécifique. L'ambition portée par le futur profil universel RCS 3.0 serait donc d'harmoniser enfin ces pratiques et d'étendre le bénéfice du chiffrement sans distinction entre appareils ou applications. L'intégration du chiffrement RCS par Apple, bien qu'embryonnaire, pourrait accélérer une adoption plus large du standard sécurisé sur toutes les plateformes mobiles. Pour l'utilisateur final, cela signifierait bientôt : Sécurité



renforcée des échanges inter-appareils. Simplification des usages, sans se soucier des applications compatibles. Nouveaux usages multimédias, hérités du RCS (fichiers volumineux, réactions emoji…). Reste à savoir si cette avancée technique suffira à faire disparaître la frontière symbolique – et visuelle – entre utilisateurs iPhone et Android…
Les fameuses «bulles vertes» n'ont pas dit leur dernier mot.

BYD devance Ford pour la première fois … et met Stellantis dans sa ligne de mire



La montée en puissance de BYD transforme le paysage mondial de l'automobile. Le constructeur chinois, longtemps perçu comme un acteur émergent de la voiture électrique, s'est imposé en 2025 au 6e rang mondial des ventes, dépassant pour la première fois Ford. Cette avancée symbolise bien plus qu'un simple changement de classement. Elle illustre le basculement du pouvoir dans l'industrie automobile vers les acteurs chinois à l'ère de l'électrique. En 2020, BYD vendait environ 190 000 véhicules par an. En 2022, ce chiffre frôlait déjà les 2 millions, et en 2025, le groupe a écoulé 4,6 millions d'unités, soit une hausse de 7,7 % sur un an. À l'inverse, Ford a connu un recul de ses ventes mondiales, tombant à environ 4,4 millions de véhicules, pénalisé par une transition électrique coûteuse et complexe, avec 19,5 milliards de dollars investis dans la réorganisation de sa gamme électrique. Si des modèles comme le Mustang Mach-E ou le F-150 Lightning séduisent une partie du marché, ils ne suffisent pas à contrer la pression des constructeurs chinois sur des segments clés, ni à compenser l'érosion des ventes de thermiques sur certains marchés. La stratégie de BYD est simple, mais efficace : ne proposer que des véhicules 100 % électriques ou hybrides rechargeables, avec une gamme couvrant citadines, compactes, berlines et SUV. Des modèles comme le Dolphin, l'Atto 3 et le Seal séduisent à la fois en Chine et à l'export. La maîtrise de sa chaîne de production, notamment des batteries, lui permet de réduire ses coûts et de pratiquer des prix compétitifs, renforçant sa position dans la «guerre des prix» chinoise. En parallèle, BYD accélère ses exportations. En 2025, près d'un quart de ses ventes, soit environ 1,1 million de véhicules, ont été écoulés hors de Chine, avec des implantations industrielles en Hongrie et bientôt en Turquie pour se rapprocher des marchés européens. Pour 2026, BYD devra cependant composer avec des défis internes. Le ralentissement des ventes et la réduction progressive des subventions aux véhicules électriques en Chine, ainsi que la pression des autorités contre une guerre des prix jugée trop agressive, pourraient peser sur la rentabilité. D'où l'importance stratégique de l'export et du développement international pour assurer une croissance durable. Derrière Ford, le constructeur chinois vise maintenant Stellantis, cinquième mondial avec 5,48 millions de véhicules. Au sommet, Toyota conserve sa position de leader avec 11,3 millions de véhicules, devant Volkswagen et Hyundai-Kia. Mais au-delà des chiffres, le dépassement de Ford par BYD symbolise un changement majeur. La Chine n'est plus seulement un marché, elle devient le centre mondial de l'innovation et de la croissance dans l'électrique. Pour les acteurs historiques, cette révolution impose une adaptation rapide des gammes, des prix et du rythme de transition vers l'électrique, sous peine de céder durablement le terrain aux constructeurs chinois.

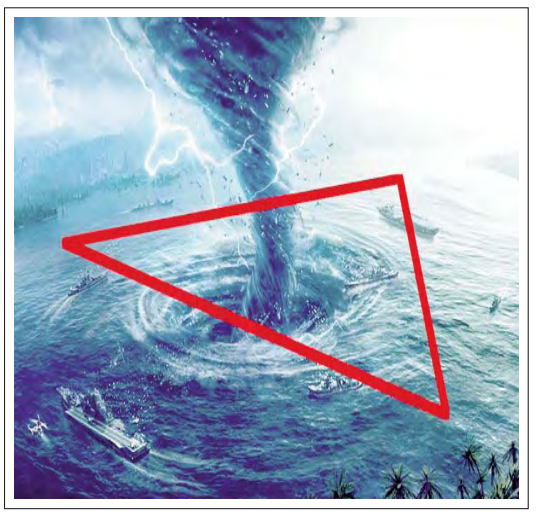
Google Messages va enfin corriger ce défaut très agaçant

Sur Google Messages, il n'est pas possible de sélectionner seulement une partie d'un message pour la copier. Une limite agaçante qui devrait bientôt appartenir au passé, Google s'apprêtant à simplifier l'extraction de texte. Google Messages est un service de communication incontournable pour les utilisateurs de smartphones Android. Malgré des fonctionnalités de chat avancées, l'application souffre toujours d'un vilain défaut. Il est impossible de sélectionner une partie d'un message. Ce qui s'avère embêtant lorsque l'on veut seulement copier un extrait spécifique (comme une adresse, un numéro ou encore un lien). Jusqu'à présent, un appui long sur un message ouvre un menu contextuel dans lequel la commande Copier s'applique systématiquement à l'intégralité du texte. Cela oblige les utilisateurs à copier le message entier dans le presse-papiers, puis à le coller ailleurs pour nettoyer le surplus dont ils n'ont pas besoin. Un processus loin d'être intuitif qui s'apprête enfin à être simplifié. En inspectant une version bêta de l'application, Android Authority a repéré une nouveauté permettant aux utilisateurs de sélectionner et de copier une partie spécifique d'un SMS ou d'un message RCS. Une amélioration bienvenue réclamée depuis belle lurette par la communauté. Lorsque vous effectuerez un appui long sur un message, le nouveau menu contextuel déployé récemment apparaîtra sous celui-ci. Vous pourrez alors faire glisser votre doigt sur le message pour sélectionner seulement une portion spécifique. Une fois chose faite, le menu de sélection de texte du système Android s'affichera juste au-dessus pour que vous puissiez appuyer sur Copier. Voici une vidéo qui montre comment cela se goupillera : En phase de test, cette fonctionnalité devrait être déployée prochainement dans la version stable de l'application. Notez qu'il sera toujours possible de copier l'intégralité du message en appuyant sur le bouton Copier situé dans le nouveau menu d'actions. Toujours au rayon des nouveautés, Google pourrait aussi intégrer à terme un historique des modifications des messages RCS.



Un homme prétend avoir résolu le mystère du triangle des Bermudes

Selon ce scientifique australien, les mystérieuses disparitions dans cette zone n'ont tout simplement... rien de mystérieux. Le triangle des Bermudes est peut-être l'un des mystères les plus célèbres du monde : une cinquantaine de bateaux et une vingtaine d'avions ont disparu au cours du siècle dernier dans cette zone, située dans l'océan Atlantique, entre la Floride, les Bermudes et les Grandes Antilles. Ces événements tragiques lui ont donné une terrible réputation et fait émerger d'innombrables théories du complot.
Le scientifique australien Karl Kruszelnicki est de ceux qui ne croient pas à la réputation surnaturelle de cette zone géographique. Tout comme l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), il affirme depuis des années qu'il n'y a pas de mystère à résoudre: il faut simplement attribuer les accidents… au hasard, rapporte Popular Mechanics. Déjà en 2010, la NOAA affirmait sur son site : «Il n'existe aucune preuve que les disparitions mystérieuses se produisent plus fréquemment dans le triangle des Bermudes que dans toute autre grande zone océanique très fréquentée.» Karl Kruszelnicki défend la même idée. En 2017, il affirmait au journal *The Independent* que l'immense volume de trafic dans cette zone particulièrement difficile à naviguer suffisait à démontrer que «le nombre de navires et d'avions disparus dans le triangle des Bermudes est, en pourcentage, le même que partout ailleurs dans le monde». La NOAA affirme également que des facteurs environnementaux peuvent expliquer la plupart des disparitions dans le triangle des Bermudes, comme la tendance du Gulf Stream à provoquer des changements météorologiques violents. Aussi, le nombre d'îles dans la mer des Caraïbes rend la navigation complexe et des éléments scientifiques suggèrent que le triangle des Bermudes pourrait faire pointer une boussole magnétique vers le nord géographique au lieu du nord magnétique, ce qui engendrerait des difficultés d'orientation. «La marine et les garde-côtes américains affirment qu'il n'existe aucune explication surnaturelle aux catastrophes en mer, indique la



NOAA. Leur expérience suggère que la combinaison des forces de la nature et de la faillibilité humaine surpasse tous les récits de science-fiction les plus invraisemblables.» Convaincre le grand public de cette affirmation est devenu un véritable combat personnel pour Karl Kruszelnicki, qui est toujours resté fidèle à son argument principal : les chiffres sont implacables. Ainsi, même si certaines disparitions très médiatisées comme celle de l'escadrille 19 –un groupe de cinq bombardiers américains disparus en 1945– ont contribué à populariser les théories surnaturelles sur le triangle des Bermudes, Karl Kruszelnicki souligne que chacune d'entre elles comporte une part de mauvaises conditions météorologiques ou d'erreur humaine –voire les deux, dans le cas de l'escadrille 19. La culture populaire reste pourtant fascinée par les théories du complot concernant ce triangle maudit. C'est certainement plus captivant que de simples calculs de probabilités.

Palestine

La suspension de l'accord d'association UE-entité sioniste obtient déjà les seuils minimums dans sept pays

L'initiative citoyenne européenne (ICE) lancée, il y a un mois, pour suspendre l'accord d'association liant l'Union européenne (UE) à l'entité sioniste a déjà obtenu les seuils minimums requis dans sept pays, ont annoncé, mardi ses initiateurs.

Pour qu'une initiative citoyenne européenne soit valable, elle doit recueillir au moins un million de signatures valides dans l'ensemble de l'UE en un an et obtenir les seuils minimums dans au moins sept pays. «C'est désormais chose faite : la Belgique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, l'Espagne et la Suède ont largement franchi le seuil requis», ont-ils indiqué dans un communiqué. Selon la même source, la France est largement en tête avec 204 252 signatures. L'Alliance de la gauche européenne (ELA), regroupant huit partis européens de sept pays différents a lancé à la mi-janvier, une «initiative citoyenne européenne» (ICE) visant à obtenir la suspension totale de l'accord d'association liant l'UE à l'entité sioniste. La suspension de ce partenariat économique constituerait «une sanction importante» contre l'entité sioniste, réclamée par des milliers de militants européens depuis des années et en particulier depuis le début de l'agression génocidaire sioniste contre Ghaza. L'accord UE-entité sioniste constitue «la pierre angulaire de la coopération bilatérale» en matière de commerce, d'économie et de politique, selon le texte de cette initiative, ouvert aux signatures sur le site de la Commission européenne. «Les citoyens de l'Union européenne ne sauraient tolérer que celle-ci maintienne un accord qui contribue à légitimer et à financer (une entité) commettant des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre», souligne le texte. Cet accord commercial est largement critiqué, depuis des années, par les militants solidaires avec le peuple palestinien, qui dénoncent la violation par l'entité sioniste de l'article 2 de l'accord. Cet article conditionne, en effet, l'accord au respect des droits humains et des principes démocratiques par les deux parties. La colonisation et l'état d'apartheid que l'entité sioniste impose aux Palestiniens sont dénoncés depuis des années par les militants comme des «manquements graves» à cet article.

Un jeune Palestinien tombe en martyr sous les balles des forces de l'occupation sioniste à Khan Younes

Un jeune Palestinien est tombé en martyr, mercredi, sous les balles des forces de l'occupation sionistes dans la ville de Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse Wafa. Ce jeune (20 ans) est tombé en martyr suite à des tirs des forces d'occupation sionistes à Beni Souhaila, à l'est de la ville de Khan Younes, précise Wafa. L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait au moins 72 063 martyrs et 171 726 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon le dernier bilan provisoire des autorités sanitaires palestiniennes.

7 Palestiniens arrêtés en Cisjordanie occupée

Sept Palestiniens ont été arrêtés, mardi, par les forces d'occupation sionistes en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne (Wafa). Citant des sources locales, l'agence a précisé que cinq Palestiniens ont été arrêtés à Ramallah et Al-Bireh, tandis que deux autres à Nablouse. Plusieurs régions de la Cisjordanie et d'Al Qods occupées connaissent quotidiennement des perquisitions et d'incursions dans les villages et localités par les forces d'occupation sionistes, accompagnées d'arrestations et de tirs à balles réelles, ainsi que de grenades lacrymogènes contre les jeunes Palestiniens. Le nombre total des arrestations, depuis le 7 octobre 2023, s'est élevé à plus de 22 000 en Cisjordanie occupée, y compris à Al Qods occupée.



Soudan

Le HCR et ses partenaires lancent un appel urgent pour soutenir les réfugiés soudanais



Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et ses 123 organisations partenaires ont lancé, mardi, un appel urgent pour mobiliser 1,6 milliard de dollars afin de fournir une assistance vitale et un soutien plus digne à près de 5,9 millions de réfugiés soudanais dans sept pays voisins d'ici à la fin de l'année. Dans un communiqué, le HCR a indiqué que le Plan régional de réponse aux réfugiés soudanais pour 2026 continuera d'accorder la priorité au soutien d'environ 470 000 nouveaux réfugiés attendus dans les pays voisins cette année, en plus de milliers d'autres toujours présents dans les zones frontalières et n'ayant reçu qu'une aide minimale depuis leur arrivée. L'agence onusienne a souligné que le lancement d'un appel d'une telle ampleur «reflète l'impact persistant du conflit au Soudan, dans un contexte où la réponse humanitaire peine à suivre le rythme des besoins croissants». Le HCR a également renouvelé son appel à «renforcer le soutien international et à combler le déficit chronique de financement des opérations humanitaires dans les pays accueillant les déplacés soudanais, en attendant l'instauration d'une paix durable». Depuis avril 2023, le Soudan est le théâtre d'un conflit armé opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR), ayant causé la mort de milliers de personnes et le déplacement de millions d'autres.

Arrivée d'une aide humanitaire au profit de plus de 130 000 personnes au Kordofan-Sud

Un convoi conjoint d'agences des Nations unies est arrivé, mercredi, dans les villes d'Al-Dilling et de Kadugli, dans l'Etat du Kordofan-Sud, au Soudan, transportant des fournitures humanitaires vitales destinées à soutenir plus de 130 000 personnes. Il s'agit de la première opération d'acheminement d'aide d'envergure vers la région depuis trois mois. Dans un communiqué, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué qu'il dirige ce convoi, aux côtés du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le convoi est composé de 26 camions transportant divers articles et fournitures essentiels. Les agences onusiennes ont souligné que «la poursuite d'un accès humanitaire sûr et régulier est urgente pour éviter une nouvelle détérioration de la situation humanitaire au Kordofan-Sud», appelant toutes les parties à «respecter le droit international humanitaire et à faciliter immédiatement et sans entrave l'accès de l'aide humanitaire à tous les civils dans le besoin». Il est à noter que la poursuite des combats et l'insécurité le long de l'axe principal reliant El-Obeid à Al-Dilling et Kadugli ont entraîné l'immobilisation du convoi pendant plus de 40 jours, avant qu'il ne puisse reprendre sa route par un itinéraire alternatif, plus long et plus difficile. Depuis avril 2023, le pays est le théâtre d'un conflit armé opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR), faisant des milliers de morts et provoquant le déplacement de millions de personnes.

Syrie

Les forces sionistes arrêtent un jeune homme dans la campagne de Quneitra

Les forces d'occupation sionistes se sont infiltrées, mardi, dans la localité de Saïda Al-Hanout, située dans la campagne sud de Quneitra, dans le sud de la Syrie, où elles ont arrêté un jeune homme après avoir perquisitionné son domicile. La Chaîne de télévision officielle syrienne a rapporté que les forces sionistes ont pénétré dans la localité, appuyées par une unité militaire composée de dix véhicules blindés. Elles ont bouclé entièrement le quartier ouest avant de prendre d'assaut une habitation et d'arrêter son propriétaire. Dimanche dernier, les forces sionistes avaient déjà arrêté trois jeunes hommes du village de Bariqa, dans la campagne sud de Quneitra, après les avoir poursuivis et ouvert le feu en leur direction pour les contraindre à s'arrêter, avant de les conduire au point de Tal Al-Ahmar Al-Gharbi. Depuis plusieurs mois, l'entité sioniste poursuit ses politiques agressives et viole l'Accord de désengagement signé en 1974, en menant des incursions dans les zones rurales des gouvernorats de Quneitra et de Deraa, en agressant des civils et en lançant des frappes aériennes contre plusieurs régions, notamment la capitale Damas. De son côté, la Syrie réitère de manière continue son appel à l'application des résolutions des Nations unies et à la fin de l'occupation sioniste de territoires syriens, exhortant la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour mettre un terme à ces pratiques illégales.

Discussions en Suisse

L'Iran et les Etats-Unis sont convenus de «principes directeurs» pour un accord

Le ministre iranien des Affaires étrangères a déclaré, mardi, que l'Iran et les Etats-Unis s'étaient entendus lors de leurs discussions en Suisse sur «un ensemble de principes directeurs», qui pourrait ouvrir la voie à un possible accord. «Nous avons pu parvenir à un large accord sur un ensemble de principes directeurs, sur la base desquels nous avancerons et commencerons à travailler sur le texte d'un accord potentiel», a déclaré Abbas Araghchi à la télévision d'Etat, qualifiant la nouvelle session de pourparlers de «plus constructive» que celle du 6 février à Oman.Téhéran et Washington avaient alors repris des discussions pour la première fois depuis les bombardements américains sur des sites nucléaires iraniens durant la guerre de 12 jours déclenchée en juin par une attaque sioniste contre l'Iran. «Cela ne signifie pas que nous pouvons parvenir rapidement à un accord», a toutefois tempéré le ministre, reconnaissant qu'il «faudrait du temps pour réduire» l'écart entre les positions des deux parties. «Il a été convenu que les deux parties poursuivraient leurs travaux sur des projets de textes», après quoi «une date pour une troisième session» sera fixée, a-t-il ajouté. S'exprimant ensuite à Genève, il s'est félicité qu'une «nouvelle fenêtre d'opportunité» pour un règlement diplomatique aux tensions avec les Etats-Unis se soit ouverte. «Nous espérons que ces négociations aboutiront à une solution négociée et durable qui servira les intérêts des parties concernées et de la région dans son ensemble», a-t-il affirmé lors d'une session de la Conférence des Nations unies sur le désarmement, tenue à l'issue de pourparlers tenus mardi dans la résidence d'Oman, pays médiateur des discussions, près de Genève.

Le chef de la diplomatie d'Oman salue les progrès réalisés à Genève entre l'Iran et les Etats-Unis

Le ministre omanais des Affaires étrangères, Badr al-Busaidi, dont le pays assure la médiation dans les pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis, a salué mardi les progrès réalisés lors du deuxième rendez-vous irano-américain près de Genève. Ces «négociations indirectes (...) ont permis de réaliser de bons progrès dans l'identification d'objectifs communs et de questions techniques», a écrit Badr al-Busaidi sur les réseaux sociaux. «Il reste encore beaucoup à faire, et les parties sont reparties avec des objectifs clairs en vue de la prochaine réunion», a-t-il ajouté. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a affirmé que son pays et les Etats-Unis, s'étaient entendus mardi sur «un ensemble de principes directeurs» qui pourrait ouvrir la voie à un possible accord pour régler leurs différends.

L'ONU espère que les négociations irano-américaines aboutiront à des résultats «décisifs et constructifs»

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exprimé l'espoir que les négociations indirectes entre l'Iran et les Etats-Unis aboutissent à des résultats «décisifs et constructifs». Le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a déclaré mardi devant la presse : «Nous saluons la poursuite des négociations indirectes entre l'Iran et les Etats-Unis, qui ont été accueillies précédemment par le Sultanat d'Oman, avant la tenue du deuxième cycle à Genève, en Suisse». Il a ajouté que «M. Guterres espère également que ces négociations contribueront à apaiser les tensions régionales et à prévenir une crise plus grave susceptible d'avoir des répercussions à grande échelle», soulignant «la nécessité de résoudre les différends, conformément à la Charte des Nations unies». Le premier cycle des négociations indirectes entre Téhéran et Washington a débuté le 6 février courant dans la capitale omanaise, Mascate, où les délégations iranienne et américaine ont échangé des points de vue, observations et propositions par le biais d'une médiation omanaise, avant de convenir de la tenue d'un second cycle à Genève, qui s'est tenu mardi.

EN

Les 2 adversaires de mars connus, un match amical à San Siro

La tendance se précise pour les deux prochains adversaires de l'équipe d'Algérie et pour les théâtres des affrontements. Petit à petit, le programme de l'équipe d'Algérie pour le mois de mars prend forme. Les Fennecs joueront deux matchs amicaux en Europe en prévision de la Coupe du Monde 2026 (du 11 juin au 19 juillet).

Le Guatemala à la place du Costa Rica

Initialement dans les tuyaux, le Costa Rica ne devrait plus donner la réplique aux quarts de finalistes de la CAN-2025. En lieu et place, ces derniers devraient affronter le Guatemala, 94e nation mondiale, le 27 mars prochain à Turin, plus précisément au Stadio Olimpico Grande Torino, l'antre du Torino, informe La Gazette du Fennec.

L'Uruguay à San Siro

Si cela se confirme, ce sera la première fois que les Fennecs rencontreront les Chapines dans l'ère moderne. Trois ou quatre jours plus tard, ils défieront l'Uruguay, pressenti depuis belle lurette. Cette deuxième affiche devrait avoir lieu à San Siro, à Milan en Italie, 17 ans après le premier face-à-face au stade du 5-Juillet-1962 à Alger le 12 août 2009. Le sélectionneur Vladimir Petkovic en profitera pour tester certains profils et procéder à quelques expérimentations. Peu utilisés à la CAN, Redouane Berkane, Ilan Kebbal, Adem Zorgane, Mehdi Dorval ou encore Youcef Atal pourraient avoir l'occasion de prouver leur valeur.

A. F.



Les Verts à la loupe

Grenade CF

Zidane, un retour fort sans tapage

À l'issue de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 organisée au Maroc, Luca Zidane n'a pas choisi la voie des projecteurs ni celle d'un transfert précipité vers un grand club européen.
Le gardien a préféré un retour discret à Grenade CF, en Liga 2, pour entamer une nouvelle phase de sa carrière placée sous le signe de la constance et de la maturité. Son choix de représenter l'Algérie plutôt que la France a suscité de nombreux débats. Dans un football moderne où l'identité sportive dépasse souvent le cadre strictement athlétique, cette décision a été scrutée, commentée et parfois critiquée. Pourtant, Zidane a répondu de la manière la plus professionnelle qui soit : par ses performances. Avec la sélection algérienne, il a affiché un niveau globalement stable, démontrant une progression dans la lecture du jeu et la gestion de la pression. Certes, son tournoi n'a pas été exempt d'erreurs, notamment lors du quart de finale perdu face au Nigeria (0-2). Mais ces imperfections n'ont pas effacé l'impression générale d'un gardien plus serein, plus affirmé et plus responsable dans son rôle. Son retour en Andalousie n'avait rien d'évident. La direction de Grenade a exploré la possibilité de recruter un gardien concurrent durant le mercato, signe que la hiérarchie n'était pas figée. Par ailleurs, un intérêt du Dinamo Zagreb a circulé, alimentant les spéculations autour d'un éventuel départ. Finalement, aucun mouvement majeur n'a été enregistré. Zidane est resté. Et surtout, il a su transformer cette situation en opportunité. Depuis son retour, les statistiques plaident clairement en sa faveur : 3 victoires en 5 rencontres, un match nul contre SD Eibar, une défaite face à CD Leganés, 2 clean sheets, et le tout couronné par une place dans l'équipe type de la 24e journée après la victoire 1-0 contre le leader Racing Santander. Ces résultats ont permis à Grenade de quitter la zone dangereuse du classement et de remonter à la 15e place sur 22 équipes. Plus encore, ils ont mis fin aux doutes concernant le poste de gardien titulaire, d'autant que la baisse de régime d'Ander Astrales durant l'absence de Zidane avait fragilisé la concurrence. Au-delà des arrêts décisifs, c'est la dimension psychologique qui retient l'attention. Luca Zidane semble aujourd'hui plus mature. Son positionnement est plus précis, sa communication avec la défense plus constante, et sa gestion des temps faibles plus intelligente. Dans un championnat aussi exigeant que la deuxième division espagnole, où chaque point compte dans la lutte pour le maintien ou la montée, ces qualités sont déterminantes. Son passage antérieur par Real Madrid, même s'il fut discret, lui a offert une expérience précieuse du très haut niveau. Désormais, cette expérience semble se traduire par une stabilité accrue. Une question s'impose : cette progression silencieuse peut-elle devenir le tremplin vers une place de titulaire dans l'un des cinq grands championnats européens la saison prochaine ? Le potentiel est là. À 27 ans, un gardien entre généralement dans la phase de maturité de sa carrière. Si Zidane parvient à maintenir cette régularité, à limiter les erreurs décisives et à confirmer son leadership, son profil pourrait séduire des clubs à la recherche d'un gardien fiable, formé au plus haut niveau et déjà doté d'une expérience internationale. L'histoire récente de Luca Zidane illustre une vérité souvent oubliée dans le football moderne : toutes les progressions ne se font pas dans le tumulte médiatique. Certaines se construisent dans l'ombre, à travers le travail quotidien, la patience et la résilience. Son retour à Grenade n'a peut-être pas fait la une des journaux européens. Pourtant, il pourrait bien constituer le chapitre fondateur d'un nouveau départ. Un départ discret, certes —, mais solidement ancré dans la performance.

O. Marseille

Abdelli, quand l'ambition prime sur l'argent

Le transfert de l'international algérien Himad Abdelli vers l'Olympique de Marseille continue d'alimenter l'actualité sportive en France. D'abord perçue comme une opération classique du mercato, l'arrivée du milieu de terrain s'est finalement révélée plus complexe et stratégique qu'il n'y paraît, entre concurrence européenne soutenue, offre financière conséquente en provenance du Qatar et choix assumé en faveur d'un projet sportif ambitieux. Abdelli a rejoint le club phocéen en provenance d'Angers SCO pour un montant estimé à 2,75 millions d'euros, avec un contrat courant jusqu'en juin 2030. Si la somme peut sembler modérée au regard des standards actuels du marché, elle traduit néanmoins une volonté claire de la part des dirigeants marseillais : renforcer durablement l'entrejeu et préparer l'avenir avec un profil technique et polyvalent. Pour le joueur, cette signature marque un véritable tournant. Après avoir montré de belles dispositions à Angers, il s'offre l'opportunité d'évoluer dans un club historique, porté par une ferveur populaire intense et des ambitions élevées, tant sur le plan national qu'européen.
D'après les informations de la presse sportive française, l'offre marseillaise n'était pas la plus avantageuse financièrement. Abdelli aurait reçu une proposition particulièrement lucrative d'un club du championnat qatari. Toutefois, l'aspect économique n'aurait pas influencé sa décision.Le milieu de terrain aurait privilégié la compétitivité et la visibilité qu'offre la Ligue 1, estimant que poursuivre sa progression en Europe constituait un choix plus cohérent avec ses objectifs de carrière. Marseille n'était pas seul sur le dossier. L'Olympique Lyonnais s'est également positionné avec insistance pour s'attacher les services du joueur. La concurrence a été réelle jusqu'aux derniers instants des négociations. Cependant, la volonté clairement exprimée d'Abdelli de rejoindre l'OM a joué un rôle déterminant dans l'issue du transfert. En affichant sa préférence pour le club marseillais, qu'il considère comme un choix de coeur autant que de raison, le joueur a facilité les discussions et permis à l'opération d'aboutir. Grâce à sa qualité technique, sa vision du jeu et sa capacité à évoluer entre les lignes, l'international algérien dispose des atouts nécessaires pour répondre aux exigences du club phocéen et s'installer progressivement comme une pièce maîtresse de l'effectif. Au-delà du défi en club, ce choix s'inscrit également dans une perspective internationale. Évoluer au sein d'un club ambitieux et exposé médiatiquement constitue un argument important pour consolider sa place en sélection. À l'approche des prochaines échéances, notamment la Coupe du monde 2026, Abdelli entend s'inscrire durablement dans les plans du sélectionneur national. Son objectif est clair : enchaîner les performances de haut niveau, gagner en régularité et confirmer son statut chez les Fennecs dès les prochains rassemblements. Il lui appartient désormais de transformer cette opportunité en réussite sportive. Car, au-delà des montants et des négociations, seule la performance sur le terrain donnera sa véritable dimension à ce transfert.

Hellas Vérone

Les blessures répétitives freinent Belghali

Rafik Belghali, le latéral droit talentueux de la sélection algérienne, traverse une période compliquée depuis sa dernière participation sur les terrains. Absent depuis le match contre le Nigeria en quart de finale de la CAN le 10 janvier dernier, la durée exacte de son absence restait indéterminée. Les premières nouvelles annonçaient néanmoins un retour imminent, suscitant un optimisme mesuré tant chez ses supporters que dans le staff de l'équipe nationale. Dimanche passé, Belghali a été aligné d'emblée dans le onze de départ de son club italien D'hellas Vérone, un signe encourageant pour le joueur et pour le sélectionneur national à l'approche de la prochaine fenêtre Fifa. Malheureusement, cet espoir a été de courte durée : après seulement 20 minutes de jeu, le joueur a dû quitter le terrain, contraint par une blessure persistante. Cette situation est particulièrement préoccupante. Pour un joueur qui revient tout juste de convalescence, une rechute peut signifier un retour à la case départ et le lancement d'un nouveau cycle de rééducation, compromettant non seulement son rythme de jeu, mais aussi ses perspectives de progression. La répétition des blessures constitue un obstacle majeur au développement de Belghali, dont le potentiel reste reconnu, mais constamment freiné par des problèmes physiques. Les blessures répétitives ne sont pas seulement une épreuve pour le joueur. Elles posent également un défi pour le club et la sélection nationale, qui doivent gérer les incertitudes liées à la disponibilité de leurs talents clés. Pour Belghali, le chemin vers une pleine forme et une continuité sur les terrains s'annonce encore semé d'embûches. Le staff médical et l'entraîneur devront faire preuve de prudence et d'expertise pour éviter toute aggravation de l'état du joueur et favoriser un retour durable. C'est dire que parcours de Rafik Belghali illustre la fragilité des carrières sportives face aux blessures récurrentes. Si le talent est indéniable, la santé physique reste un facteur déterminant dans la réussite et la longévité d'un joueur. Chaque étape de récupération devra être méticuleusement gérée pour que Belghali puisse enfin retrouver sa place de manière stable et durable sur les terrains de football. Ironie du sort : la nouvelle blessure de Belghali coïncide avec l'indisponibilité de deux autres latéraux droits des Verts, Youcef Atal et Samir Chergui. Ces deux derniers sont d'ores et déjà out pour les deux matchs amicaux que l'équipe nationale disputera en mars à venir dans le cadre de ses préparatifs pour le Mondial-2026. Un véritable casse-tête pour le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, qui se retrouve dans l'obligation de «dénicher» une doublette évoluant sur le flanc droit de la défense. Une mission très difficile, d'autant que son champ de manœuvre dans ce registre est vraiment très réduit, notamment dans le championnat local où les bons latéraux sont devenus une denrée rare.

Ligue 1 (20e journée)

Soirée ramadanesque pour le championnat

Première soirée ramadanesque pour cinq des huit matches du championnat de la Ligue 1 au menu de la 20e journée prévue ce week-end. On aurait souhaité que toutes les rencontres se déroulent en nocturne, mais malheureusement ce n'est pas encore possible chez nous, du moment que certains pensionnaires de la Ligue 1 ne disposent pas de l'éclairage dans leur stade.

Une exigence dans le cahier des charges sur laquelle visiblement la commission d'homologation des stades ferme les yeux. Ainsi, la JSK en déplacement à Sidi Ali pour y affronter l'ES Mostaganem en diurne en ce début de jeûne. Un match capital pour l'Espérance en quête de points afin de se relancer quelque peu dans la course au maintien. Les Canaris, pour leur part, sont dans l'obligation de redresser la barre afin de calmer un peu la colère des supporters, après la débâcle de leur équipe en Ligue des champions. Un nouveau revers pourrait coûter sa place au coach Zinnbauer, même si ce dernier a été reconduit dans son poste cette semaine. Dans la course aux premières places, le MCA, le leader incontesté du championnat, rendra visite au Mouloudia d'Oran sans entraîneur pour le moment, après le limogeage du technicien espagnol, Garrido. Dziri Billel vient de refuser l'offre des dirigeants oranais, alors qu'il est annoncé par ailleurs à la barre technique de l'USMA. Les Usmistes dont l'objectif immédiat est de remonter au classement de la Ligue 1 pour viser ensuite la place de dauphin. La venue de la JS Saoura sera un grand test pour Draoui et ses coéquipiers. Ce sera l'une des affiches de la journée. Tout comme la rencontre qui mettra aux prises à Chlef l'ASO au CSC. Si les Chélifiens essaient de sortir de la zone de turbulences, le CSC, quant à lui, a profité de l'absence des ténors pour se hisser à la deuxième place provisoire. Il ne voudra pas s'arrêter en si bon chemin, même si sa mission ne sera pas de tout repos. Tout comme celle du Paradou en appel à Béjaïa pour croiser le fer avec une équipe d'Akbou qui joue les places d'honneur depuis le début du championnat, à l'instar d'ailleurs de l'ES Ben Aknoun, sans doute la révélation du championnat cette saison, qui aura une belle carte à jouer samedi à domicile face à l'USM Khenchela. Une victoire pourrait même la propulser dans le trio de tête. On ne pourra pas dire autant de l'ESS en perte de vitesse et qui flirte avec la zone rouge. Pour l'Entente, la victoire est impérative demain à Sétif face au MB Rouissat pour sortir la tête de l'eau en attendant mieux. Quant à la lanterne rouge, elle aura fort à faire ce vendredi devant le CRB à Baraki. D'autant que les Belouizdadis ont le vent en poupe actuellement et sont toujours en course pour le podium. Il est à noter enfin que la 20e journée se jouera au complet, il n'y aura pas de match reporté. C'est assez rare pour être souligné.

Ali Nezlioui



Programme :

Vendredi 20 février
Oran (22h) : MCO – MCA
Baraki (22h) : CRB – MCEB
Chlef (22h): ASO – CSC
Sétif (22h): ESS – MBR

Samedi 21 février
Sidi Ali (14h30): ESM – JSK
Bejaia (14h30): OA – PAC
20-Août 55 (14h30): ESBA – USMK
5-Juillet (22h): USMA - JSS

Ligue 1 Mobilis : JS Kabylie

Boudedja : «Zinnbauer maintenu jusqu'à la fin de la saison»

Le nouveau président du Conseil d'administration de la JS Kabylie, Adel Boudedja, a dressé, hier, un premier état des lieux du club, récemment éliminé en phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique de football, tout en annonçant le maintien de l'entraîneur Josef Zinnbauer. «Zinnbauer poursuivra son travail jusqu'à la fin de la saison, puis son bilan sera évalué calmement et sereinement», a-t-il déclaré lors d'un point de presse animé au stade Hocine-Aït Ahmed (Tizi-Ouzou). La JSK a complètement raté son parcours en phase de groupes de la C1, terminant quatrième et dernière du groupe B avec 3 points, derrière Al-Ahly SC (10 pts), l'AS FAR (9 pts) et Young Africans (8 pts). Ayant succédé à El-Hadi Ould Ali, Boudedja a insisté sur la nécessité d'instaurer une vision à long terme, affirmant que «la stabilité est la clé des titres, et le succès ne peut être atteint sans continuité, tant sur le plan administratif que technique». Se présentant en tant qu'un «fervent supporter de la JSK», Boudedja a également promis une gestion basée sur la transparence, assurant que «nous travaillons pour gérer le club avec une transparence totale, et chaque détail sera documenté». Concernant l'organisation sportive, il a révélé que le poste de directeur sportif suscite l'intérêt de «noms importants, européens (français et espagnols) ainsi que locaux, et le choix sera étudié avec soin». Par ailleurs, le nouveau patron des «Canaris» a évoqué des discussions en cours avec la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) afin que la JS Kabylie devienne l'entité gestionnaire du stade Hocine-Aït Ahmed, tout en laissant entrevoir «une bonne surprise» pour les supporters si les choses se déroulent comme prévu.

«Je veux jouer le titre cette saison»

En dépit de la situation délicate dans laquelle se trouve la JSK en championnat (10e, 23 pts), avec cinq matchs en moins, Adel Boudedja s'est montré confiant, en annonçant la couleur. «Je veux jouer le titre cette saison, mais on fera tout pour terminer à la meilleure place possible.» Au niveau structurel, une enveloppe budgétaire a été allouée au centre de formation, même si le projet nécessite encore «une étude approfondie et des procédures juridiques avant sa concrétisation». Sur le plan juridique, il a confirmé l'ouverture de démarches après le transfert controversé du milieu offensif Mehdi Merghem vers le SC Bastia (Ligue 2/ France), estimant que le club n'a pas bénéficié de cette opération : «Nous avons engagé des procédures légales avec un cabinet d'avocats.» Enfin, il a lancé un appel direct aux supporters, en utilisant : «Mon message aux supporters est clair : Aidez-moi, votre union autour de l'équipe est indispensable pour la réussite du projet.»

MC Oran

Bilel Dziri nommé entraîneur



La direction du MC Oran a annoncé, mercredi la nomination de Bilel Dziri au poste d'entraîneur en chef, en remplacement du technicien espagnol Juan Carlos Garrido dont le contrat a été résilié à l'amiable à la suite des récents résultats négatifs enregistrés par l'équipe, a indiqué le club de Ligue 1 Mobilis de football sur ses réseaux sociaux. «La direction du MC Oran annonce la désignation de Bilel Dziri au poste d'entraîneur en chef et Hadou Moulay son 1er entraîneur-adjoint jusqu'à la fin de la saison, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la stabilité technique et à atteindre les objectifs tracés», peut-on lire sur le communiqué des Hamaroua. Le nouveau staff technique du MC Oran sera également étoffé par Mohamed Hamdoud comme 2e entraîneur-adjoint , Sofiane Mouhamdoui comme préparateur physique, Nateche Abderraouf au poste d'entraîneur des gardiens et Walid Khadraoui à la vidéo. Agé de 53 ans, l'ancien milieu de terrain du NA Hussein Dey puis de l'USM Alger, avait auparavant dirigé plusieurs clubs algériens.
Au terme de la 18e journée de Ligue 1 Mobilis, les «Hamraoua» occupent la 7e place au tableau, avec 24 points.

Coupe du monde 2026 de gymnastique artistique

Kaylia Nemour et Lehna Salem représentent l'Algérie à l'étape de Cottbus



La Fédération algérienne de gymnastique a annoncé la participation de la championne olympique Kaylia Nemour et sa compatriote Lehna Salem, à la première étape de la Coupe du Monde de gymnastique artistique (appareils), prévue du 19 au 22 février 2026 à Cottbus, en Allemagne. Cette compétition marquera la première sortie internationale de Nemour pour la saison 2026, ouvrant une nouvelle année placée sous le signe de l'ambition et des défis au plus haut niveau. La prestigieuse étape de Cottbus réunira l'élite mondiale de la gymnastique artistique, et l'Algérienne y défendra les couleurs nationales aux barres asymétriques et à la poutre. La Fédération a exprimé son soutien total à la gymnaste, lui souhaitant «plein succès et réussite» pour cette compétition inaugurale de la saison. L'Algérie sera également représentée par la gymnaste Lehna Salem, engagée aux exercices au sol, au saut de cheval et aux barres asymétriques. Née en 1996 à Oran, Salem possède un palmarès continental notable. Elle a décroché une médaille d'argent et une médaille de bronze aux Jeux africains de 2019, ainsi que deux médailles de bronze aux Championnats d'Afrique de gymnastique artistique en 2022 et 2023. En 2023, lors des Jeux arabes organisés à Oran, elle avait remporté l'or à la poutre et l'argent aux barres asymétriques. Actuellement, Lehna Salem évolue en France où elle exerce à la fois comme gymnaste et entraîneur au sein d'un club basé à Dijon, aux côtés de Kaylia Nemour et de leur entraîneur Nadia Masi.
La participation des deux athlètes à Cottbus constitue une étape importante dans la préparation des échéances internationales de la saison 2026, avec l'objectif de confirmer la progression de la gymnastique artistique algérienne sur la scène mondiale. Avec six étapes se déroulant de l'Allemagne à l'Egypte en passant par le Qatar, la Coupe du Monde offre une plateforme aux jeunes talents et aux stars confirmées pour se mesurer régulièrement aux meilleurs athlètes du monde. Des dizaines de futurs médaillés mondiaux et olympiques ont profité de cette compétition pour se faire connaître sur la scène internationale.
Après la première étape à Cottbus du 19 au 22 février, la compétition se poursuivra ensuite à Bakou (Azerbaïdjan), Antalya (Turquie), Le Caire (Egypte) et Osijek (Croatie) avant de se conclure à Doha (Qatar) du 14 au 18 avril. Parmi les champions de la Coupe du Monde 2025 figurent les médaillés des Championnats du monde Artur Davtyan (ARM), Nazar Chepurnyi (UKR) et Milad Karimi (KAZ), ainsi que l'olympienne slovène Lucija Hribar (SLO) et Jayla Hang (USA). Sept des dix champions en titre devraient participer à la compétition de Cottbus ce week-end, tout comme la championne du monde et olympique Kaylia Nemour.

www.lechodalgerie.dz Jeudi 19 février 2026 - 1er Ramadhan 1447 Nº 4116 - Prix : 20 DA - 1 €

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min° / Max°	19°/9°	21°/10°	16°/5°	27°/10°	26°/11°

Horaires des prières — Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	06h06	13h02	16h05	18h31	19h53

Présidence

Entretien téléphonique entre le président de la République et son homologue tunisien

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, au cours duquel il lui a adressé ses félicitations à l'occasion de l'avènement du mois sacré, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple tunisien frère, davantage de progrès et de prospérité. «De son côté, le président tunisien a présenté à son frère le président ses vœux à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, souhaitant au président et au peuple algériens tout le bien et la sérénité». «Les deux présidents ont également évoqué, à cette occasion, les relations bilatérales fraternelles et solides».



Organisation mondiale des douanes

Les Douanes algériennes président la 20e session du Comité d'audit à Bruxelles

Les Douanes algériennes ont présidé les travaux de la 20e session du Comité d'audit de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD), tenue à Bruxelles et consacrée à l'examen des rapports d'audit interne et externe, au renforcement des mécanismes de gouvernance et de conformité aux normes internationales en matière de gestion financière et institutionnelle. L'Algérie a assuré la présidence des travaux de cette session, organisée lundi et mardi au siège de l'OMD à Bruxelles, après avoir présidé la précédente session, ce qui «témoigne de la confiance dont elle jouit au sein des structures de l'organisation et de son rôle de premier plan dans le soutien des principes de transparence, de bonne gouvernance et de modernisation des systèmes de contrôle». Cette présidence témoigne également du «rôle croissant de l'Algérie en tant que partenaire actif et fiable dans le développement de l'activité douanière multilatérale et le renforcement de la coopération internationale dans le domaine douanier».

ONPO

Le dernier délai pour la clôture des procédures du Hadj expire aujourd'hui

Le dernier délai pour la clôture de l'opération de finalisation des procédures relatives au Hadj pour la saison 1447/2026 est fixé au 19 février à 15h30». Suite à l'annonce précédente fixant le 19 février 2026 comme dernier délai pour la finalisation des procédures relatives au Hadj, l'ONPO annonce que la même date à 15h30 est l'ultime délai pour la clôture de l'opération. La fixation de cet horaire intervient «avec l'avènement du mois sacré de Ramadhan et les dispositions organisationnelles qui en découlent». Dans ce cadre, l'ONPO a appelé les concernés à «finaliser l'ensemble des procédures administratives et sanitaires, et à s'acquitter des frais avant la date et l'heure fixées». L'ONPO a rappelé la nécessité de suivre ses comptes officiels afin de «prendre connaissance de toute nouveauté et se conformer aux instructions et orientations publiées».

● Poste algérienne

Horaires d'ouverture pendant le Ramadhan

La Poste algérienne a dévoilé, hier, les horaires d'ouverture des bureaux de poste pendant le Ramadhan 2026. L'institution a expliqué dans un communiqué que «les heures de travail dans les régions du nord pour les institutions postales organisées, selon le système de roulement sont du samedi au jeudi de 8h00 à 16h30. Pour les établissements postaux organisés, selon le système de service continu et limité, les horaires sont du samedi au mercredi de 9h00 à 15h00 et le jeudi de 9h00 à 13h00. Pour les régions du sud, les horaires d'ouverture des établissements postaux organisés, selon le système de roulement sont du samedi au jeudi de 8h00 à 16h00.

Remise des accréditations au profit des responsables des médias étrangers accrédités en Algérie

Bouamama préside une rencontre

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a présidé, mardi soir, une rencontre au cours de laquelle des accréditations ont été remises au profit des responsables des médias étrangers accrédités en Algérie, une démarche qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer le paysage médiatique et à renforcer son ouverture à l'international. Lors de cette rencontre, «le ministre a affirmé que l'attribution des accréditations intervient dans le cadre du respect des lois et réglementations en vigueur, en vue de garantir une pratique professionnelle transparente et responsable et de consacrer le droit des médias étrangers à l'accomplissement de leurs missions dans des conditions adéquates», soulignant «l'importance du respect de la déontologie professionnelle, en veillant à transmettre une image objective et précise de l'Algérie». Bouamama a expliqué que «le secteur de la communication accorde un intérêt particulier au renforcement de la coopération avec les différents médias internationaux, ce qui contribue à la consolidation des liens de communication et à l'échange des expertises, en sus de faire connaître les réformes et les projets de développement en cours dans le pays, dans les différents secteurs». Cette rencontre a permis au ministre «d'écouter les préoccupations des responsables des médias étrangers accrédités en Algérie, affirmant que les portes du ministère de la Communication leurs sont ouvertes en cas de besoin».

Selon le site du journal «Posp»

La Protection civile algérienne classée 10e au niveau mondial

Une récente étude internationale a classé la Protection civile algérienne au 10e rang mondial parmi les meilleurs corps de défense civile, grâce à son haut niveau de préparation et à sa capacité à faire face aux grandes catastrophes, précisant qu'elle est le seul organe africain à avoir réussi à se hisser parmi les trente meilleurs au monde. Ce classement a été établi dans le cadre d'une étude menée par l'Université de Harvard, sous la supervision des deux experts américains Alfred Maxime et Giana Thompson, et publiée par le site du journal *Posp*, spécialisé dans les analyses politiques et sécuritaires. Le journal a précisé que l'étude «s'est appuyée sur des critères rigoureux, incluant le nombre d'interventions annuelles et le taux d'effectifs, ainsi que le nombre de la population, l'expérience dans les grandes opérations et l'étendue géographique du pays, outre la contribution aux opérations internationales de secours hors des frontières». La Protection civile américaine est arrivée en tête du classement, suivie d'organes internationaux de premier plan du Japon, de l'Allemagne, de la Russie, de la Corée du Sud, de la Turquie, du Canada et de la France. L'étude a attribué ce «bond qualitatif» à la stratégie adoptée par le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelaf, qui a opéré une «véritable mutation» dans les méthodes d'action opérationnelle, à travers des exercices mensuels de simulation de catastrophes naturelles et industrielles afin d'assurer une préparation optimale, en sus de formations pratiques spécialisées, notamment dans la lutte contre les feux de forêt, les accidents de noyade, les incendies d'usines, ainsi que les inondations et les séismes.

À la mémoire de Si Salah

Trente et une années ont passé... Et pourtant, le temps n'a rien effacé



Il y a des absences qui ne s'apprennent pas.
Des départs qui laissent une blessure que les saisons ne referment pas.
Le 19 février 1995, en ce mois sacré de Ramadhan, l'Algérie perdait l'un de ses fils : Meraou Djillali, dit Si Salah. Il avait 56 ans. Il tomba à Kouba, aux côtés de ses compagnons Farid Hirèche et Kamel Khadraoui, sous les balles aveugles d'un obscurantisme sans visage.
Que peut-on écrire, trente et une années après une perte si cruelle ?
Que peut-on ajouter aux larmes déjà versées, à la douleur toujours présente, à cette affliction muette qui ne trouve pas de mots ?
On croit que le temps apaise.
Il ne fait que déposer un voile plus discret sur une peine intacte.
Si Salah n'était pas seulement un nom.
Il était de ces hommes qui portent une nation comme on porte une promesse.
De ces hommes dont la grandeur ne cherche ni écho ni lumière, mais se mesure à la droiture du combat et à la constance de l'engagement.

Moudjahid dans les rangs de l'ALN, il avait contribué à briser les chaînes du joug colonial. Après l'Indépendance, il n'avait pas déposé les armes du devoir. Il avait simplement changé de champ de bataille. Sa vie entière fut consacrée à l'Algérie, avec la même fidélité, la même foi, la même abnégation.
Il faisait partie de ces bâtisseurs silencieux.
Comme les fondations d'une maison que l'on ne voit jamais, mais sans lesquelles rien ne tient debout.
Certains sont célébrés, d'autres demeurent dans l'ombre.
Mais souvent, c'est de l'ombre que jaillit la lumière.
Une balle tirée sans raison peut-elle effacer une vie d'honneur ?
Peut-elle réduire à néant des années de sacrifice et de loyauté ?
Non.
Car le sang versé pour une patrie n'est jamais perdu.
Il irrigue la mémoire des générations, il nourrit la conscience d'un peuple, il grave dans l'histoire un nom que rien ne peut effacer.
L'obscurantisme a cru frapper un homme.
Il n'a fait que révéler davantage l'éclat de son idéal.
L'Algérie est restée debout.
Parce qu'il existe parmi ses enfants ceux qui la placent au-dessus d'eux-mêmes.
Ceux qui acceptent de se sacrifier pour qu'elle vive.
Ceux qui choisissent l'honneur plutôt que la peur.
En ce 31e anniversaire de sa disparition, notre devoir est simple et immense : ne pas oublier.
Ne pas laisser le silence recouvrir les sacrifices.
Ne pas laisser l'indifférence effacer les visages.
Rendre hommage à Si Salah, c'est affirmer que la mémoire est une responsabilité.
C'est dire à nos enfants que la liberté a un prix.
C'est rappeler que la nation se construit par le courage discret de ses fils.
À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
À Si Salah.
À ses compagnons tombés avec lui.
À tous les martyrs d'Algérie, connus et inconnus.
À ceux que l'on voit, et à ceux dont la lumière éclaire encore nos chemins.